Procès-Verbal du CSEE

Séance du 21 Mai 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-un du mois de mai à 9 heures et 30 minutes, le CSEE s'est réuni en salle Océane, sous la présidence de M. David BRUSSELLE.

Etaient Présents Représentants titulaires du personnel :

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
BAHCIC Marie-Isabelle		x	
DELERUE Dorothée	x		
DEVIN SARAH	x		
FERFAILLE Hugo		x	
FOURNIER Jérôme	x		
HENNEBELLE Laurence	x		
MADEJ Marie-Christine	x		
LAMALETIE Bastien	x		
LAVERAT Thierry	x		
LE MIGNON Virginie	x		
LEMAITRE François	x		
MEISSNER Agnès		x	
PUCHOIS Bernard	x		
THUILLARD Céline	x		
VILLELLA Michel	x		

Etaient Présent Représentant « Suppléant » du personnel :

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
Magali TRIBONDEAU en remplacement de BAHCIC Marie-Isabelle	X		
Sylvie LEFRANC en remplacement d'Agnès MEISSNER	X		

Etaient présents Représentants Employeur

Nom - Prénom	Présent	Excusé	A distance
BRUSSELLE David (Président)	X		
COTHENET François	X		
LIPKIEWICZ François	X		
VANELSTRAETE Laure	x		
VASSEL Nathalie	x		

Étaient présents Représentants syndicaux : Laurent VANDEWOESTYNE pour le syndicat UNSA et Ulricke LAGUIGNER pour le syndicat CFDT

David BRUSSELLE ouvre la séance en rappelant qu'il s'agit de la dernière réunion de la mandature. Il remercie les membres du CSEE pour les quatre années de dialogue social, d'échanges et de débats menés au sein de l'instance.

Situation du centre de formation de l'Oise

David BRUSSELLE informe les membres du CSE qu'à la suite de plusieurs alertes concernant le comportement managérial de la directrice du centre de formation de l'Oise, une décision de suspension temporaire a été prise dans l'attente des résultats d'une enquête interne.

L'enquête a débuté rapidement et comprend de nombreux entretiens avec les personnes concernées. La Direction indique vouloir établir les faits de manière objective et professionnelle avant toute conclusion définitive.
Les représentants du personnel soulignent le soulagement exprimé par plusieurs salariés depuis l'ouverture de cette enquête et insistent sur la nécessité de poursuivre le travail engagé afin d'améliorer le climat social.

1) Approbation du procès-verbal de la séance du 2 avril 2026

Le procès-verbal de la séance du 2 avril 2026 est validé à l'unanimité.

2) Point marché SFER et ses conséquences

Christophe Houbert présente un point détaillé concernant les conséquences des décisions récentes de France Compétences et du Conseil régional des Hauts-de-France.
Christophe Houbert évoque le budget alloué aux Régions pour la formation des demandeurs d'emploi. Ce budget a connu une baisse significative, passant d'environ 120 millions d'euros à un peu plus de 60 millions d'euros.
Le Conseil régional des Hauts-de-France a décidé de maintenir la priorité aux formations répondant aux besoins des métiers en tension. En conséquence, certaines filières, notamment :

- les métiers du commerce ;
- les fonctions administratives ;
- les métiers de l'informatique ;
- les métiers de la communication ;

ne bénéficieront plus de la rémunération des stagiaires demandeurs d'emploi.
Cette évolution représente un risque important pour le remplissage des formations, ces filières représentant environ 74 % de l'activité concernée.
Christophe HOUBERT indique avoir reçu des intentions de commandes à hauteur de 3,8 millions d'euros, soit environ 62 % du volume attendu initialement.
Une vigilance particulière sera portée à la communication auprès des demandeurs d'emploi bénéficiant déjà d'une indemnisation chômage afin de sécuriser les effectifs.

David BRUSSELLE avance quelques chiffres.

- 4 000 apprentis en 2022 ;
- 3 000 apprentis aujourd'hui ;
- une baisse continue des effectifs sur les trois dernières années.

Les projections financières font apparaître :

- un déficit de 4,4 M€ pour l'exercice 2025 ;
- un déficit prévisionnel pouvant atteindre 5 M€ pour l'exercice 2026.
  Ainsi, le déficit cumulé sur les deux exercices pourrait avoisiner 10 M€.

Concernant le dispositif « SFER », les prévisions de chiffre d'affaires ont été revues à la baisse. Les perspectives initialement envisagées ne pourront pas compenser la diminution de l'activité apprentissage.
La Direction rappelle que le secteur de la formation connaît actuellement une situation difficile marquée par :

- une baisse du nombre d'apprentis ;
- une augmentation des charges ;
- une concurrence accrue ;
- une évolution démographique défavorable.

<u>Impact sur l'emploi et les contrats en cours</u>

La Direction rappelle que plusieurs recrutements avaient été réalisés en anticipation du développement du dispositif « SFER». Compte tenu des volumes finalement retenus, les perspectives d'activité sont revues à la baisse.

Ainsi, les contrats de 34 salariés recrutés dans ce cadre arriveront à échéance entre septembre et octobre et, sauf exceptions particulières, ne seront pas renouvelés.

Bastien LAMALETIE intervient. Il demande que la DRH informe rapidement les collaborateurs dont le contrat ne sera pas renouvelé.

Virginie LE MIGNON prend la parole. Elle veut évoquer le SFER Création. Concernant les bons de commande, la CCI de Région est passée au rang 2 alors qu'elle était au rang 1. Pour David BRUSSELLE, il y a un concours de circonstances fâcheux. Il explique que l'offre initiale prévoyait sept heures d'immersion en entreprise alors que le cahier des charges évoquait initialement trente-cinq heures.

Une interprétation différente des exigences contractuelles entre la Région et la CCI a conduit à l'exclusion du marché au profit d'un autre prestataire.

David BRUSSELLE reconnaît la nécessité de renforcer les procédures internes afin de garantir une stricte conformité entre les engagements pris dans les réponses aux appels d'offres et leur mise en œuvre opérationnelle.

3) Point sur le dispositif « départ volontaire »

David BRUSSELLE revient sur l'idée d'un dispositif de départ volontaire, déjà évoqué à plusieurs reprises lors de réunions précédentes.

Après différents échanges et travaux, le dispositif a été stabilisé et validé à plusieurs reprises dans les instances de gouvernance. Une dernière validation est intervenue lors d'un bureau tenu le matin même de la réunion.

Évolution du dispositif

La notion initiale de « dispositif seniors » est abandonnée.

Le dispositif est désormais ouvert :
- à tous les salariés, quel que soit leur âge ;
- aux collaborateurs de droit public comme de droit privé ;
- à l'ensemble des services.

Le principe reste celui du volontariat : tout collaborateur pourra solliciter un départ volontaire.

La principale évolution par rapport au projet initial est que l'accord ne sera plus automatique. Chaque demande fera l'objet d'un examen par l'employeur, notamment au regard des conséquences organisationnelles pour le service concerné.

David BRUSSELLE précise toutefois que l'objectif du dispositif est bien de permettre des départs et que les demandes seront examinées avec bienveillance.

Conditions applicables

Pour les agents de droit public

Les départs s'effectueront dans le respect strict des dispositions statutaires applicables.

Pour les salariés de droit privé

Les collaborateurs bénéficieront des dispositions prévues par le Code du travail et la convention collective.

Mesures d'accompagnement complémentaires

Accompagnement à la création ou reprise d'entreprise

À la demande des élus de la CCI, un accompagnement spécifique sera proposé aux collaborateurs souhaitant créer ou reprendre une entreprise.

Les salariés concernés pourront bénéficier gratuitement des dispositifs habituellement proposés aux ressortissants :
- formations à la création d'entreprise ;
- accompagnement à la reprise d'entreprise ;
- aide à la recherche de financements ;
- suivi personnalisé ;
- accompagnement entrepreneurial.

Ces prestations seront prises en charge à 100 % pour les collaborateurs concernés.

Sécurisation des parcours professionnels

Les collaborateurs souhaitant rejoindre une autre structure, publique ou privée, pourront bénéficier d'un dispositif de sécurisation de parcours.

Ils pourront ainsi exercer une activité extérieure pendant une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, avec possibilité de retour au sein de la structure à l'issue de cette période.

David BRUSSELLE souligne que ce mécanisme s'apparente aux dispositifs de disponibilité ou de congé pour convenances personnelles existant dans la fonction publique.

Confidentialité des demandes

Suite aux remarques formulées par les représentants du personnel lors d'échanges précédents, la confidentialité du dispositif a été renforcée.

Le collaborateur souhaitant déposer une demande n'aura pas à en informer préalablement son manager.

La demande sera adressée directement à la DRH.

David BRUSSELLE précise néanmoins que, dans certains cas, l'avis du responsable concerné pourra être sollicité lorsque des enjeux importants d'organisation du travail sont identifiés.

Calendrier prévisionnel

Communication

Un courrier électronique sera adressé à l'ensemble des collaborateurs au cours de la première quinzaine de juin afin de présenter le dispositif et les modalités pratiques.

Période de candidature

Les demandes pourront être déposées :

- à compter de la réception du courrier ;
- jusqu'au 30 septembre.

Cette période doit permettre aux collaborateurs :

- de réfléchir à leur projet ;
- d'échanger avec leurs proches ;
- de réaliser des simulations personnalisées ;
- d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant leurs droits.

Instruction des demandes

David BRUSSELLE souhaite apporter une réponse de principe dans un délai d'environ quinze jours après réception de la demande, sous réserve des études et simulations nécessaires.

Date limite des départs

Les départs effectifs devront intervenir au plus tard le 31 décembre 2026.

David BRUSSELLE indique que cette échéance est nécessaire afin de préparer le budget 2027 et d'obtenir une visibilité suffisante sur la masse salariale future.

Plusieurs élus soulignent que, hormis les mesures d'accompagnement complémentaires, le dispositif repose essentiellement sur l'application du droit existant. Ils s'interrogent sur les éléments susceptibles d'inciter les salariés à y recourir.

Michel VILLELLA estime que la période ouverte jusqu'au 30 septembre est relativement courte pour permettre à certains salariés de construire un véritable projet professionnel ou de reconversion.

Il craint également que certains collaborateurs préfèrent attendre d'éventuelles mesures futures comme un plan de licenciement. David BRUSSELLE ne parle pas de plan de licenciement. Michel Villella précise effectivement que ce discours n'est pas le sien et se veut rassurant en soulignant que notre structure est dirigée par un financier. Néanmoins, cela n'empêche pas certains collaborateurs de considérer que nous pourrions être à l'approche d'un plan de licenciement.

Virginie LE MIGNON et Dorothée DELERUE évoquent l'éventualité d'un bonus pour les personnes qui souhaitent partir. François COTHENET répond que cela est interdit. Bernard PUCHOIS revient sur cette idée de bonus en rappelant qu'une prime avait été accordée aux pompiers de Beauvais lors de leur transfert.

François COTHENET rappelle l'entrée en vigueur prochaine de nouvelles dispositions relatives à l'assurance chômage et à la fiscalité des indemnités de rupture.

Elle souligne que, pour certains salariés proches de la retraite, les conditions actuelles peuvent être plus favorables que celles qui s'appliqueront après les réformes annoncées.

Cet élément est présenté comme une fenêtre d'opportunité pour les collaborateurs concernés.

Plusieurs élus insistent sur l'importance de la communication qui accompagnera le lancement du dispositif.

Ils estiment qu'il faudra :

- expliquer clairement les objectifs poursuivis ;
- éviter toute confusion avec un éventuel plan social ;
- détailler les avantages et les limites du dispositif ;
- accompagner les salariés dans leur réflexion.

4) Point sur la NAO et la revalorisation salariale

<u>Présentation des orientations nationales</u>

François COTHENET indique que les négociations nationales portent actuellement sur les revalorisations salariales.

À ce stade, les orientations envisagées seraient les suivantes :

- Une augmentation générale de 0,3 % ;

- Une enveloppe d'augmentations individuelles représentant 0,6 % de la masse salariale ;
- Une application envisagée à compter du mois de juillet, avec effet rétroactif au 1er janvier 2026 en cas de signature de l'accord.

Des précisions restent attendues concernant les modalités d'attribution des augmentations individuelles.

Critères envisagés pour les augmentations individuelles

Plusieurs pistes sont actuellement à l'étude :

- Priorisation des salariés n'ayant pas bénéficié d'augmentation depuis plusieurs années ;
- Exclusion des salariés ayant déjà bénéficié récemment de certaines mesures de revalorisation ;
- Exclusion des salariés ayant bénéficié d'une augmentation liée à la revalorisation du SMIC ;
- Mise en place éventuelle de critères d'attribution avec un montant minimum garanti.

Les modalités précises ne sont toutefois pas encore finalisées.

Échanges sur l'équité des augmentations

Les représentants du personnel soulignent la nécessité d'éviter que les augmentations individuelles bénéficient systématiquement aux mêmes catégories de salariés.

Ils rappellent que :

- Les augmentations individuelles reposent souvent sur des critères de visibilité ou de reconnaissance qui ne reflètent pas toujours le travail réellement effectué ;
- Certaines personnes peuvent être régulièrement oubliées lors des campagnes d'augmentation ;
- Il conviendrait de mieux prendre en compte les salariés n'ayant bénéficié d'aucune augmentation depuis une, deux ou trois années.

L'objectif évoqué est de mettre en place un système permettant un meilleur rattrapage salarial tout en conservant une enveloppe contrainte.

Accord intergénérationnel

Il est rappelé qu'une négociation nationale doit être menée sur un accord intergénérationnel / seniors.

À la demande des organisations syndicales, l'objectif serait non seulement d'ouvrir les négociations mais également de parvenir à une conclusion avant le 31 décembre 2026.

Autres négociations nationales et régionales

Plusieurs sujets complémentaires sont évoqués :

Titres-restaurant

Une négociation régionale est prévue concernant :

- La valeur des titres-restaurant ;
- Le niveau de prise en charge par l'employeur.

Télétravail exceptionnel

Compte tenu du contexte lié au coût du carburant, la possibilité de recourir au télétravail exceptionnel à l'initiative de l'employeur est évoquée afin de limiter les déplacements domicile-travail et les dépenses associées pour les salariés.

Temps de travail

Une reprise des discussions régionales sur le temps de travail est également annoncée.

État d'avancement des négociations

Les participants indiquent que :

- La proposition actuelle est proche d'une mise à signature ;
- Des contre-propositions sont encore en cours d'élaboration entre les organisations syndicales ;
- L'objectif est d'aboutir à un accord majoritaire ;
- En cas de signature, les mesures seraient applicables à compter du mois de juillet avec effet rétroactif.

5) Journée de TT supplémentaire en raison du contexte économique

Les représentants du personnel ont évoqué les difficultés rencontrées par certains salariés dans l'obtention de demandes de télétravail. Il a été rappelé que les refus sont parfois motivés par des « raisons de service », alors même que les partenaires sociaux avaient souhaité que les critères d'appréciation demeurent objectifs et transparents.

Plusieurs situations concrètes ont été évoquées, notamment celles de salariés aidants ou de salariés seniors pouvant bénéficier d'une enveloppe de jours supplémentaires de télétravail. Certains élus ont indiqué que, malgré les dispositions existantes, des demandes n'auraient été accordées que partiellement.

Les représentants du personnel ont demandé qu'un regard plus bienveillant soit porté sur l'instruction des demandes de télétravail et que les managers disposent d'un cadre d'analyse harmonisé.

La Direction a rappelé que le dispositif actuel prévoit déjà des jours de télétravail occasionnels et exceptionnels et qu'il convient de préserver un équilibre entre les besoins des salariés et les contraintes de fonctionnement des services.

Impact de la hausse des coûts de transport

Les échanges ont ensuite porté sur les conséquences de l'augmentation du prix des carburants et du coût des déplacements domicile-travail.

Plusieurs élus ont souligné les difficultés rencontrées par certains salariés, notamment :

- les collaborateurs résidant loin de leur lieu de travail ;
- les salariés contraints d'utiliser leur véhicule personnel faute d'alternative de transport ;
- les personnels aux revenus les plus modestes.

Il a été indiqué que certains salariés se retrouvent en difficulté financière en raison de la hausse des dépenses de carburant et réfléchissent à des solutions alternatives telles que le covoiturage.

Dans ce contexte, des propositions visant à faciliter davantage le recours au télétravail ont été évoquées afin de limiter les déplacements et leurs coûts.

Position de la Direction

David BRUSSELLE a indiqué être attentif aux situations individuelles et aux difficultés rencontrées par les salariés dans le contexte économique actuel.

David BRUSSELLE a toutefois rappelé que l'employeur ne peut compenser l'ensemble des conséquences de l'inflation et des hausses de coûts subies par les ménages. Les mesures mises en œuvre doivent rester compatibles avec l'équilibre économique de l'entreprise.

David BRUSSELLE a également souligné que les dispositifs d'accompagnement doivent être pensés dans une logique d'équité sociale, en tenant compte des situations les plus sensibles.

6) Mouvement du personnel et les organigrammes de chaque territoire

(Agence/Agence, service/service.) Annexe 1

Les organigrammes ont été envoyés à l'ensemble des représentants du personnel à la demande de la CFDT. Les documents ayant été reçus tardivement, les élus ne les ont pas analysés.

6) Présentation du projet « CCI Lab »

David BRUSSELLE a présenté un groupe de réflexion consacré à l'évolution des activités de la CCI dans un contexte de transformation rapide liée à l'intelligence artificielle (IA).

L'objectif est d'anticiper l'évolution de nos métiers, de notre modèle économique et de nos offres de services afin de continuer à exercer nos missions auprès des entreprises dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Il a notamment été souligné que :

- L'intelligence artificielle impactera fortement les métiers du conseil et de la formation.

- De nouveaux acteurs, notamment certains établissements bancaires, développent désormais des offres d'accompagnement et de conseils aux entreprises.
- Les ressources disponibles diminuent tandis que la concurrence augmente.

Dans ce contexte, un groupe de travail informel a été constitué afin de réfléchir à :

- L'évolution du positionnement de la CCI ;
- Les futures offres de services ;
- Les outils à mettre à disposition des collaborateurs ;
- Les adaptations nécessaires des métiers du conseil et de la formation.

Une première réunion s'est tenue récemment avec une dizaine de collaborateurs particulièrement sensibilisés aux questions liées à l'IA.

David BRUSSELLE précise que cette démarche est ouverte à tous les collaborateurs souhaitant s'impliquer dans ces réflexions.

Par ailleurs, un programme de formation à l'intelligence artificielle est en cours de déploiement. Environ 85 collaborateurs devraient être formés à compter des mois de juin et juillet.

Cette réflexion s'inscrit dans une vision à moyen et long terme (5 à 10 ans), afin de préparer l'avenir de l'institution et de ses métiers.

7) Présentation de la Charte Egalité professionnelle (Annexe 2)

La Commission Égalité Professionnelle a présenté le travail réalisé autour d'une charte dédiée à l'égalité professionnelle et à la lutte contre les discriminations.

Cette charte a été élaborée conjointement par :

- L'employeur ;
- Les membres de la commission Égalité Professionnelle.

Les principaux axes abordés sont :

- La non-discrimination ;
- L'égalité d'accès à l'emploi ;
- L'égalité d'accès à la formation ;
- L'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle ;
- L'égalité salariale ;
- L'inclusion des personnes en situation de handicap ;
- La prévention de toutes formes de discrimination.

Cette démarche répond également aux exigences croissantes rencontrées dans les appels d'offres et conventions nécessitant la démonstration d'engagements en matière de responsabilité sociale.

David BRUSSELLE remercie l'ensemble des participants ayant contribué aux travaux de la commission.

Le document final sera diffusé pour signature et ratification.

8) **Présentation et validation des comptes 2025 et budgets 2026 du CSEE (Annexe 3)**

Les éléments financiers présentés portent notamment sur :

- Le bilan financier 2025;
- La situation de trésorerie ;
- Les produits et charges constatées d'avance ;
- Les prévisions budgétaires pour l'exercice 2026.

Présentation des comptes 2025

Le trésorier présente les comptes de l'exercice 2025 ainsi que la situation prévisionnelle au 30 juin 2026, date de fin de mandature.

Analyse du bilan et compte de résultat 2025

Le bilan de l'exercice présente un total de 377 280 euros. Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produit de 557 236 euros et un total charges de 583 052 euros, dégageant ainsi un résultat de -25 816 euros

Il est précisé que cette situation ne traduit pas un problème de trésorerie mais résulte du fait que :

- certaines dépenses ont été réalisées sur des fonds accumulés antérieurement;
- l'utilisation des réserves est supérieure à l'abondement reçu sur l'exercice.

Le Président rappelle qu'il est essentiel de maintenir un équilibre budgétaire à moyen terme.

Recettes 2026

Les principales recettes sont constituées :

- de l'abondement employeur 2026 : 296 000 €
- solde employeur 2025 : 6553 €
- du remboursement de titres-restaurants : 9 000 €
- Solde de trésorerie exercice précédent :88 000 €

Le total des recettes est estimé à environ : **397 000 €**

Dépenses engagées 2026

Plusieurs opérations et prestations ont déjà été engagées :

- Opération Marvel
- My Canal
- Sortie Puy du Fou
- Chèques-vacances
- Différentes actions sociales et culturelles

Les dépenses restent conformes aux prévisions budgétaires votées.

Situation de trésorerie

Le trésorier indique qu'au **30 juin 2026**, un solde prévisionnel de : **243 600 €** devrait être transmis à la prochaine mandature.

Ce montant constituera le point de départ de la future gestion du CSEE.

François LEMAITRE présente un bilan détaillé des actions réalisées en 2025 (Annexe 4).

Jérôme FOURNIER s'abstient, en tant que président de la commission, il n'a pas été informé du surplus lié au voyage de Zanzibar. Ce surplus n'avait pas été validé en CSEE.

Pour : 11

Abstention : 3

Contre : 0

Les comptes 2025 et le budget de l'ASC 2026 sont approuvés

9) Information CSSCT

David BRUSSELLE évoque la situation de l'Oise. Les représentants du personnel font état de plusieurs remontées concernant une situation de mal-être au sein d'un service.

Les éléments rapportés concernent notamment :

- climat de travail dégradé ;
- sentiment de pression ;
- difficultés relationnelles ;
- inquiétudes exprimées par plusieurs collaborateurs.

Une enquête interne est en cours.

Les élus indiquent avoir recueilli plusieurs témoignages concordants.

La direction précise qu'elle suivra le dossier avec attention.

a. Consultation DUERP 2025

Le DUERP 2025 est validé

b. Point sur le déménagement du plateau téléphonique de la CCIR et sur le déménagement du service comptabilité de la CCIR

La Direction présente un projet de réorganisation des locaux.

Contexte

Objectifs :

- regroupement des fonctions support ;
- optimisation des surfaces occupées ;
- réorganisation des espaces de travail.

Solution retenue

Après plusieurs scénarios étudiés, le plateau téléphonique devrait être transféré au :

7e étage

Des travaux d'aménagement sont prévus :

- amélioration acoustique ;
- mobilier adapté ;
- cloisonnement renforcé ;
- prise en compte du confort des téléconseillers.

La direction précise que :

- les salariés concernés seront consultés ;
- le projet évoluera selon les retours d'expérience ;
- des ajustements seront réalisés si nécessaire.

Le directeur rappelle l'importance du travail effectué par les téléconseillers et affirme sa vigilance concernant leurs conditions de travail.

c. Bilan de la mandature (Annexe 5)

Un document récapitulatif des quatre années écoulées a été transmis aux membres.
Les principaux indicateurs présentés :

- 40 interventions de médiation ;
- nombreuses réunions officielles ;
- suivi régulier des situations individuelles et collectives ;
- participation active des commissions.

Les membres soulignent la qualité du dialogue social durant la période.

12) Calendrier et modalités de clôture des comptes

La fin de mandature étant prévue au 30 juin, plusieurs actions doivent être réalisées.

Un CSEE extraordinaire va définir les modalités des documents à transmettre lors des prochaines élections.

13) Calendrier d'installation de la nouvelle mandature

Installation du nouveau CSE

La date retenue est : **8 juillet à 10h00**

14) Information ASC

a. Point Chèque Vacances

Le dispositif chèques-vacances demeure l'une des actions majeures du CSE.

Campagne 2026

Commande prévue : 735 bénéficiaires

Répartition :

- version papier ;
- version dématérialisée ;
- formule mixte.

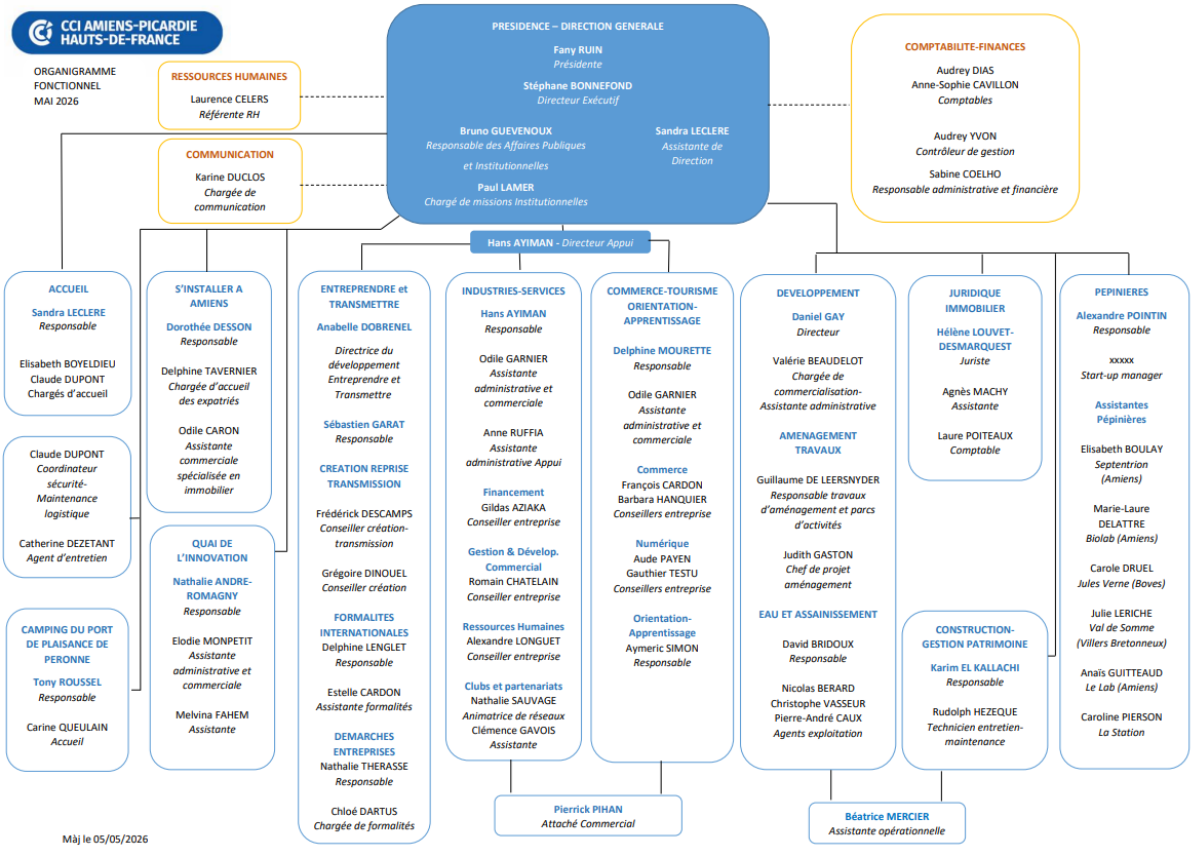
Budget

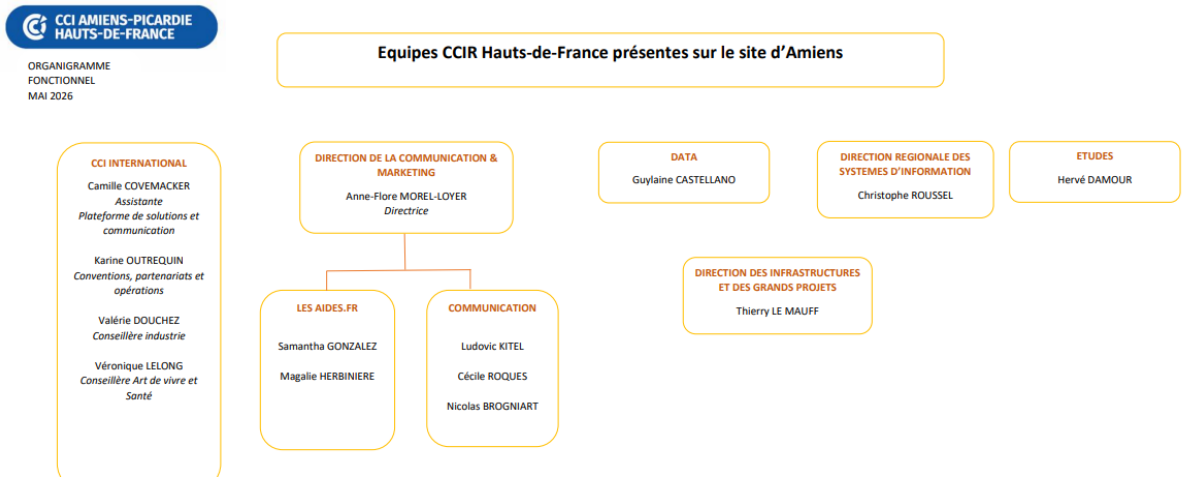
- Participation du CSE : environ 106 000 €
- 672 collaborateurs bénéficiaires recensés à la date de présentation.

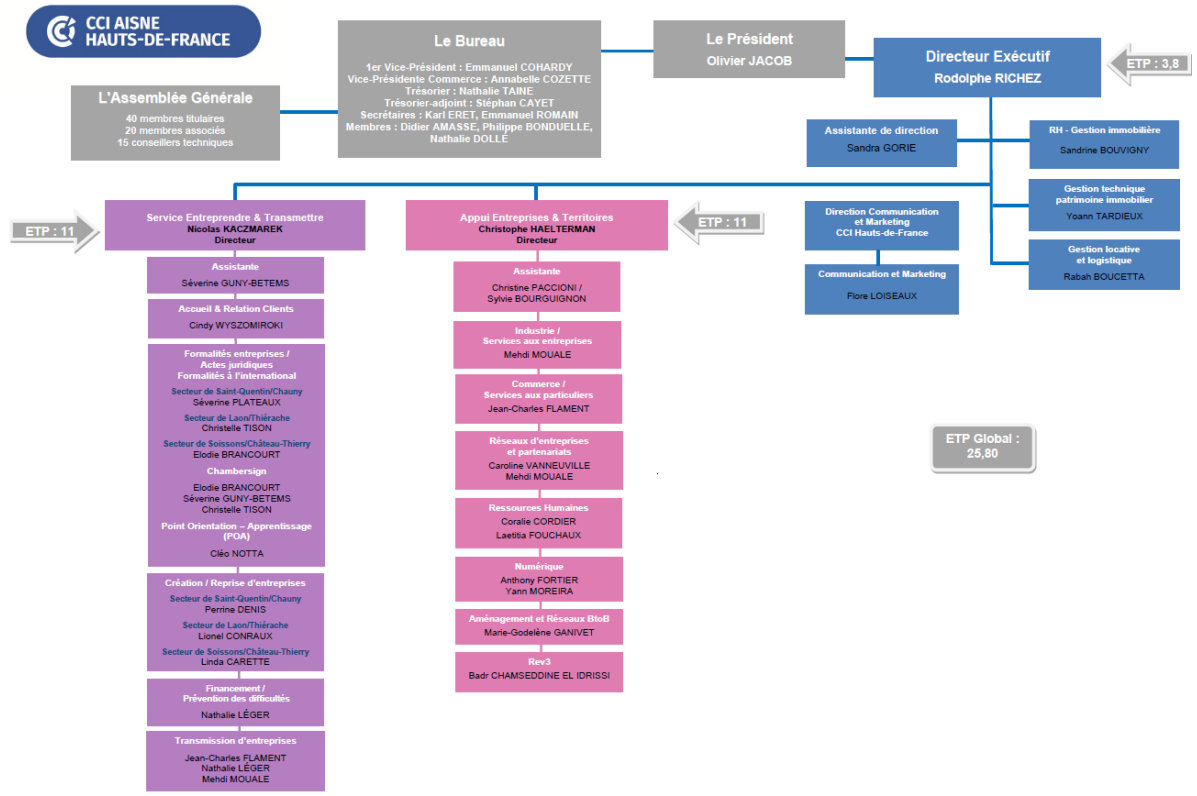
Le dispositif continue d'être fortement apprécié des salariés.

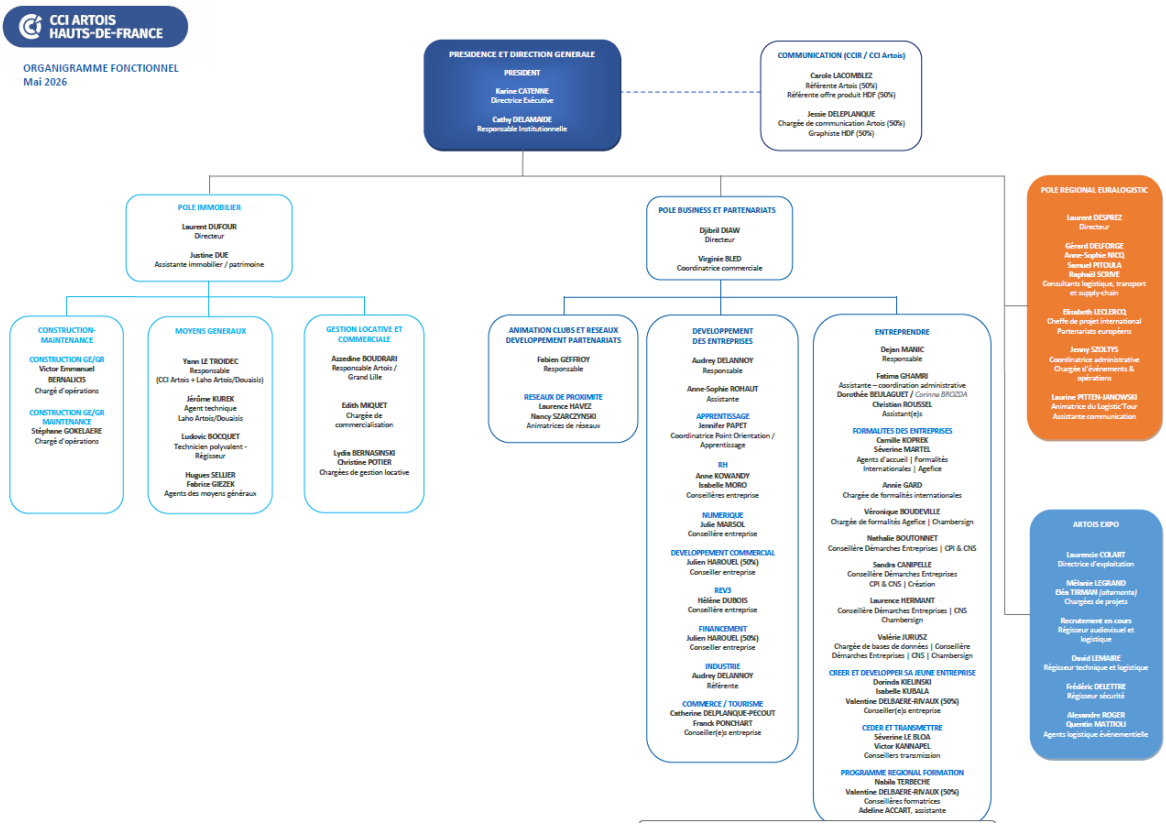
Fin de la séance : 13h40

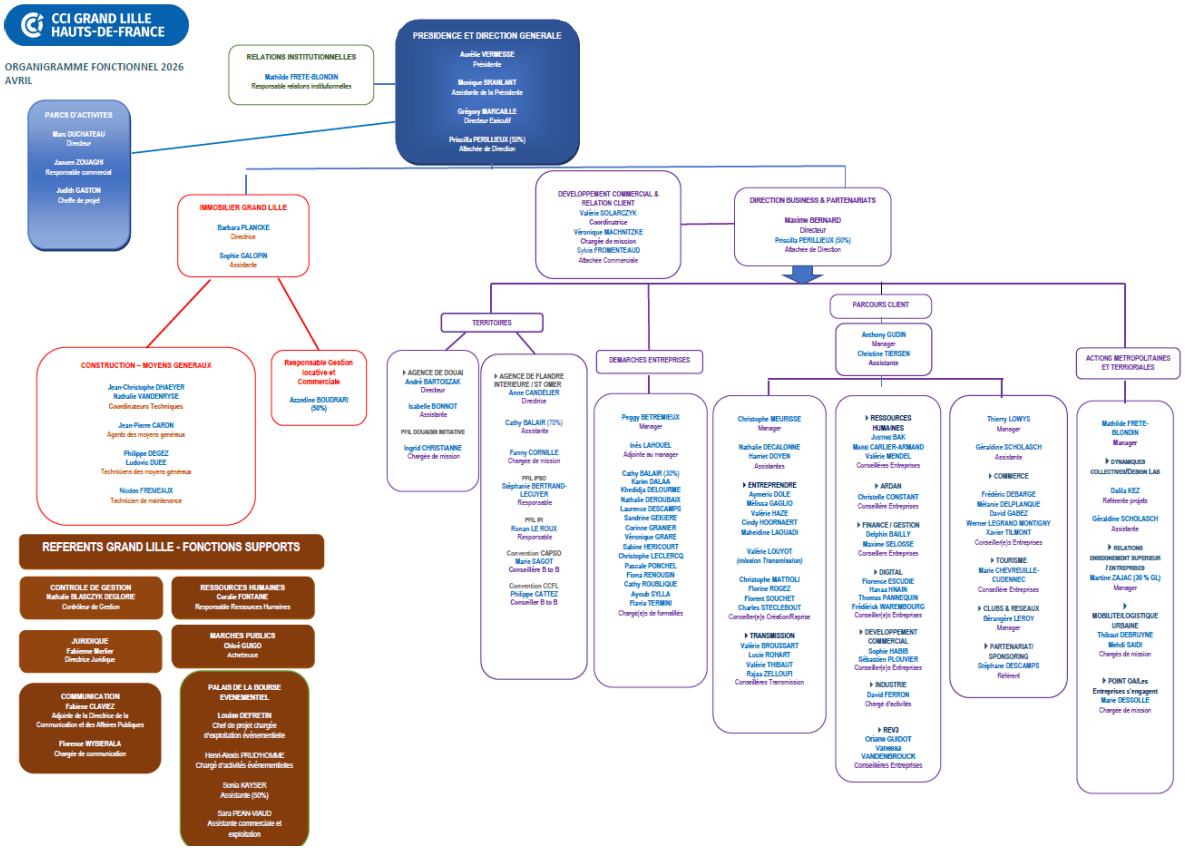
ANNEXE 1


CCI AMIENS-PICARDIE HAUTS-DE-FRANCE
ORGANIGRAMME FONCTIONNEL MAI 2026
PRESIDENCE – DIRECTION GENERALE
Fany RUIN
Présidente
Stéphane BONNEFOND
Directeur Exécutif
Bruno GUEVENOUX
Responsable des Affaires Publiques et Institutionnelles
Sandra LECLERE
Assistante de Direction
Paul LAMER
Chargé de missions Institutionnelles
RESSOURCES HUMAINES
Laurence CELERS
Référente RH
COMMUNICATION
Karine DUCLOS
Chargée de communication
COMPTABILITE-FINANCES
Audrey DIAS
Anne-Sophie CAVILLON
Comptables
Audrey YVON
Contrôleur de gestion
Sabine COELHO
Responsable administrative et financière
Hans AYIMAN - Directeur Appui
ACCUEIL
Sandra LECLERE
Responsable
Elisabeth BOYELDIEU
Claude DUPONT
Chargés d'accueil
Claude DUPONT
Coordinateur sécurité-Maintenance logistique
Catherine DEZETANT
Agent d'entretien
CAMPING DU PORT DE PLAISANCE DE PERONNE
Tony ROUSSEL
Responsable
Carine QUEULAIN
Accueil
S'INSTALLER A AMIENS
Dorothée DESSON
Responsable
Delphine TAVERNIER
Chargée d'accueil des expatriés
Odile CARON
Assistante commerciale spécialisée en immobilier
QUAI DE L'INNOVATION
Nathalie ANDRE-ROMAGNY
Responsable
Elodie MONPETIT
Assistante administrative et commerciale
Melvina FAHEM
Assistante
ENTREPRENDRE et TRANSMETTRE
Anabelle DOBRENEL
Directrice du développement Entreprendre et Transmettre
Sébastien GARAT
Responsable
CREATION REPRISE TRANSMISSION
Frédérick DESCAMPS
Conseiller création-transmission
Grégoire DINOUEL
Conseiller création
FORMALITES INTERNATIONALES
Delphine LENGLET
Responsable
Estelle CARDON
Assistante formalités
DEMARCHES ENTREPRISES
Nathalie THERASSE
Responsable
Chloé DARTUS
Chargée de formalités
INDUSTRIES-SERVICES
Hans AYIMAN
Responsable
Odile GARNIER
Assistante administrative et commerciale
Anne RUFFIA
Assistante administrative Appui
Financement
Gildas AZIAKA
Conseiller entreprise
Gestion & Dévelop. Commercial
Romain CHATELAIN
Conseiller entreprise
Ressources Humaines
Alexandre LONGUET
Conseiller entreprise
Clubs et partenariats
Nathalie SAUVAGE
Animatrice de réseaux
Clémence GAVOIS
Assistante
COMMERCE-TOURISME ORIENTATION-APPRENTISSAGE
Delphine MOURETTE
Responsable
Odile GARNIER
Assistante administrative et commerciale
Commerce
François CARDON
Barbara HANQUIER
Conseillers entreprise
Numérique
Aude PAYEN
Gauthier TESTU
Conseillers entreprise
Orientation-Apprentissage
Aymeric SIMON
Responsable
Pierrick PIHAN
Attaché Commercial
DEVELOPPEMENT
Daniel GAY
Directeur
Valérie BEAUDELOT
Chargée de commercialisation-Assistante administrative
AMENAGEMENT TRAVAUX
Guillaume DE LEERSNYDER
Responsable travaux d'aménagement et parcs d'activités
Judith GASTON
Chef de projet aménagement
EAU ET ASSAINISSEMENT
David BRIDOUX
Responsable
Nicolas BERARD
Christophe VASSEUR
Pierre-André CAUX
Agents exploitation
Béatrice MERCIER
Assistante opérationnelle
JURIDIQUE IMMOBILIER
Hélène LOUVET-DESMARQUEST
Juriste
Agnès MACHY
Assistante
Laure POITEAUX
Comptable
CONSTRUCTION-GESTION PATRIMOINE
Karim EL KALLACHI
Responsable
Rudolph HEZEQUE
Technicien entretien-maintenance
PEPINIERES
Alexandre POINTIN
Responsable
xxxxx
Start-up manager
Assistantes Pépinières
Elisabeth BOULAY
Septentrion (Amiens)
Marie-Laure DELATTRE
Biolab (Amiens)
Carole DRUEL
Jules Verne (Boves)
Julie LERICHE
Val de Somme (Villers Bretonneux)
Anaïs GUITTEAUD
Le Lab (Amiens)
Caroline PIERSON
La Station
Màj le 05/05/2026


CCI AMIENS-PICARDIE HAUTS-DE-FRANCE
ORGANIGRAMME FONCTIONNEL MAI 2026
Equipes CCIR Hauts-de-France présentes sur le site d'Amiens
CCI INTERNATIONAL
Camille COVEMACKER
Assistante Plateforme de solutions et communication
Karine OUTREQUIN
Conventions, partenariats et opérations
Valérie DOUCHEZ
Conseillère industrie
Véronique LELONG
Conseillère Art de vivre et Santé
DIRECTION DE LA COMMUNICATION & MARKETING
Anne-Flore MOREL-LOYER
Directrice
LES AIDES.FR
Samantha GONZALEZ
Magalie HERBINIERE
COMMUNICATION
Ludovic KITEL
Cécile ROQUES
Nicolas BROGNIART
DATA
Guylaine CASTELLANO
DIRECTION REGIONALE DES SYSTEMES D'INFORMATION
Christophe ROUSSEL
ETUDES
Hervé DAMOUR
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES GRANDS PROJETS
Thierry LE MAUFF


CCI AISNE HAUTS-DE-FRANCE
L'Assemblée Générale
40 membres titulaires
20 membres associés
15 conseillers techniques
Le Bureau
1er Vice-Président : Emmanuel COHARDY
Vice-Présidente Commerce : Annabelle COZETTE
Trésorier : Nathalie TAINE
Trésorier-adjoint : Stéphan CAYET
Secrétaires : Karl ERET, Emmanuel ROMAIN
Membres : Didier AMASSE, Philippe BONDUELLE, Nathalie DOLLE
Le Président
Olivier JACOB
Directeur Exécutif
Rodolphe RICHEZ
ETP : 3,8
Assistante de direction
Sandra GORIE
RH - Gestion immobilière
Sandrine BOUVIGNY
Gestion technique patrimoine immobilier
Yoann TARDIEUX
Gestion locative et logistique
Rabah BOUCETTA
Direction Communication et Marketing CCI Hauts-de-France
Communication et Marketing
Flore LOISEAUX
ETP : 11
Service Entreprendre & Transmettre
Nicolas KACZMAREK
Directeur
Assistante
Séverine GUNY-BETEMS
Accueil & Relation Clients
Cindy WYSZOMIROKI
Formalités entreprises / Actes juridiques
Formalités à l'international
Secteur de Saint-Quentin/Chauny
Séverine PLATEAUX
Secteur de Laon/Thiérache
Christelle TISON
Secteur de Soissons/Château-Thierry
Elodie BRANCOURT
Chambersign
Elodie BRANCOURT
Séverine GUNY-BETEMS
Christelle TISON
Point Orientation – Apprentissage (POA)
Cléo NOTTA
Création / Reprise d'entreprises
Secteur de Saint-Quentin/Chauny
Perrine DENIS
Secteur de Laon/Thiérache
Lionel CONRAUX
Secteur de Soissons/Château-Thierry
Linda CARETTE
Financement / Prévention des difficultés
Nathalie LÉGER
Transmission d'entreprises
Jean-Charles FLAMENT
Nathalie LÉGER
Mehdi MOUALE
Appui Entreprises & Territoires
Christophe HAELTERMAN
Directeur
ETP : 11
Assistante
Christine PACCIONI / Sylvie BOURGUIGNON
Industrie / Services aux entreprises
Mehdi MOUALE
Commerce / Services aux particuliers
Jean-Charles FLAMENT
Réseaux d'entreprises et partenariats
Caroline VANNEUVILLE
Mehdi MOUALE
Ressources Humaines
Coralie CORDIER
Laetitia FOUCHAUX
Numérique
Anthony FORTIER
Yann MOREIRA
Aménagement et Réseaux BtoB
Marie-Godelène GANIVET
Rev3
Badr CHAMSEDDINE EL IDRISSI
ETP Global : 25,80
CCI Aisne - 83 boulevard Jean Bouin - CS 90630 - 02322 SAINT-QUENTIN CEDEX | T. 03 23 06 02 02 | ccia@aisne.cci.fr | aisne.cci.fr
Mise à jour : mai 2026


CCI ARTOIS HAUTS-DE-FRANCE
ORGANIGRAMME FONCTIONNEL
Mai 2026
PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE
PRESIDENT
Karine CATENNE
Directrice Exécutive
Cathy DELAMADE
Responsable Institutionnelle
COMMUNICATION (CCIR / CCI Artois)
Carole LACOMBLEZ
Référente Artois (50%)
Référente offre produit HDF (50%)
Jessie DELEPLANQUE
Chargée de communication Artois (50%)
Graphiste HDF (50%)
POLE IMMOBILIER
Laurent DUFOUR
Directeur
Justine DUE
Assistante immobilier / patrimoine
POLE BUSINESS ET PARTENARIATS
Djibril DIAW
Directeur
Virginie BLED
Coordinatrice commerciale
POLE REGIONAL EURALOGISTIC
Laurent DESPREZ
Directeur
Gérard DELFORGE
Anne-Sophie NICQ
Samuel PITOULA
Raphaël SOIRIE
Consultants logistique, transport et supply-chain
Elisabeth LECLERCQ
Cheffe de projet international
Partenariats européens
Jenny SZOLTYS
Coordinatrice administrative
Chargée d'événements & opérations
Laurine PITTEN-JANOWSKI
Animatrice du LogistiCTour
Assistante communication
CONSTRUCTION-MAINTENANCE
CONSTRUCTION GE/GR
Victor Emmanuel BERNALICIS
Chargé d'opérations
CONSTRUCTION GE/GR MAINTENANCE
Stéphane GOKELAERE
Chargé d'opérations
MOYENS GENERAUX
Yann LE TROIDEC
Responsable
(CCI Artois + Laho Artois/Douaisis)
Jérôme KUREK
Agent technique
Laho Artois/Douaisis
Ludovic BOCQUET
Technicien polyvalent - Régisseur
Hugues SELLIER
Fabrice GIEZEK
Agents des moyens généraux
GESTION LOCATIVE ET COMMERCIALE
Azzedine BOUDRARI
Responsable Artois / Grand Lille
Edith MIQUET
Chargée de commercialisation
Lydia BERNASINSKI
Christine POTIER
Chargées de gestion locative
ANIMATION CLUBS ET RESEAUX DEVELOPPEMENT PARTENARIATS
Fabien GEFFROY
Responsable
RESEAUX DE PROXIMITE
Laurence HAVEZ
Nancy SZARCZYNSKI
Animatrices de réseaux
DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
Audrey DELANNOY
Responsable
Anne-Sophie ROHAUT
Assistante
APPRENTISSAGE
Jennifer PAPET
Coordinatrice Point Orientation / Apprentissage
RH
Anne KOWANDY
Isabelle MORO
Conseillères entreprise
NUMERIQUE
Julie MARSOL
Conseillère entreprise
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL
Julien HAROUEL (50%)
Conseiller entreprise
REV3
Hélène DUBOIS
Conseillère entreprise
FINANCEMENT
Julien HAROUEL (50%)
Conseiller entreprise
INDUSTRIE
Audrey DELANNOY
Référente
COMMERCE / TOURISME
Catherine DELPLANQUE-PECOUT
Franck PONCHART
Conseiller(e)s entreprise
ENTREPRENDRE
Dejan MANIC
Responsable
Fatima GHAMRI
Assistante – coordination administrative
Dorothée BEULAGUET / Corinna BRODDA
Christian ROUSSEL
Assistant(e)s
FORMALITES DES ENTREPRISES
Camille KOPREK
Séverine MARTEL
Agents d'accueil | Formalités Internationales | Agefice
Annie GARD
Chargée de formalités internationales
Véronique BOUDEVILLE
Chargée de formalités Agefice | Chambersign
Nathalie BOUTONNET
Conseillère Démarches Entreprises | CPI & CNS
Sandra CANIPELLE
Conseillère Démarches Entreprises CPI & CNS | Création
Laurence HERMANT
Conseillère Démarches Entreprises | CNS Chambersign
Valérie JURUSZ
Chargée de bases de données | Conseillère Démarches Entreprises | CNS | Chambersign
CREER ET DEVELOPPER SA JEUNE ENTREPRISE
Dorinda KIELINSKI
Isabelle KUSALA
Valentine DELBAERE-RIVAUX (50%)
Conseiller(e)s entreprise
CEDER ET TRANSMETTRE
Séverine LE BLOA
Victor KANNAPEL
Conseillers transmission
PROGRAMME REGIONAL FORMATION
Nebila TERBECHE
Valentine DELBAERE-RIVAUX (50%)
Conseillères formatrices
Adeline ACCART, assistante
ARTOIS EXPO
Laurencie COLART
Directrice d'exploitation
Mélanie LEGRAND
Elda TRINAN (alternante)
Chargées de projets
Recrutement en cours
Régisseur audiovisuel et logistique
David LEMAIRE
Régisseur technique et logistique
Frédéric DELETTRE
Régisseur sécurité
Alexandre ROGER
Quentin MATTIOLI
Agents logistique événementielle


CCI GRAND LILLE HAUTS-DE-FRANCE
ORGANIGRAMME FONCTIONNEL 2026
AVRIL
RELATIONS INSTITUTIONNELLES
Mathilde FRETE-BLONDIN
Responsable relations institutionnelles
PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE
Aurélie VERMESSE
Présidente
Monique BRANLANT
Assistante de la Présidente
Grégory MARCAILLE
Directeur Exécutif
Priscilla PERILLIEUX (50%)
Attachée de Direction
PARCS D'ACTIVITES
Marc DUCHATEAU
Directeur
Jaouen ZOUAGHI
Responsable commercial
Judith GASTON
Chefte de projet
IMMOBILIER GRAND LILLE
Barbara PLANCKE
Directrice
Sophie GALOPIN
Assistante
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL & RELATION CLIENT
Valérie SOLARCZYK
Coordinatrice
Véronique MACHNITZKE
Chargée de mission
Sylvie FROMENTEAUD
Attachée Commerciale
DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS
Maxime BERNARD
Directeur
Priscilla PERILLIEUX (50%)
Attachée de Direction
CONSTRUCTION – MOYENS GENERAUX
Jean-Christophe DHAEYER
Nathalie VANDENRYSE
Coordinateurs Techniques
Jean-Pierre CARON
Agents des moyens généraux
Philippe DEGEZ
Ludovic DUEE
Techniciens des moyens généraux
Nicolas FREMEAUX
Technicien de maintenance
Responsable Gestion locative et Commerciale
Azzedine BOUDRARI (50%)
TERRITOIRES
AGENCE DE DOUAI
André BARTOSZAK
Directeur
Isabelle BONNOT
Assistante
PFIL DOUAISIS INITIATIVE
Ingrid CHRISTIANNE
Chargée de mission
AGENCE DE FLANDRE INTERIEURE / ST OMER
Anne CANDELIER
Directrice
Cathy BALAIR (70%)
Assistante
Fanny CORNILLE
Chargée de mission
PFIL IP3O
Stéphanie BERTRAND-LECUYER
Responsable
PFIL IF1
Florian LE ROUX
Responsable
Convention CAPSO
Marie SAGOT
Conseillère B to B
Convention CCFL
Philippe CATTEZ
Conseiller B to B
DEMARCHES ENTREPRISES
Peggy BETREMIEUX
Manager
Inès LAHOUEL
Adjointe au manager
Cathy BALAIR (30%)
Karim DALAA
Khedidja DELOURME
Nathalie DEROUBAIX
Laurence DESCAMPS
Sandrine GENIERE
Corinne GRANIER
Véronique GRARE
Sabine HERICOURT
Christophe LECLERCQ
Pascale PONCHEL
Fiona RENOUSIN
Cathy ROUBLIQUE
Ayoub SYLLA
Flavia TEMMIN
Chargé(e)s de formalités
PARCOURS CLIENT
Anthony GUDIN
Manager
Christine TIERSEN
Assistante
Christophe MEURISSE
Manager
Nathalie DECALONNE
Harriet DOYEN
Assistantes
ENTREPRENDRE
Aymeric DOLE
Mélissa GAGLIO
Valérie HAZE
Cindy HOORNAERT
Mahédine LAOUADI
Valérie LOUYOT
(mission Transmission)
Christophe MATTIOLI
Florise ROGEZ
Florent SOUCHET
Charles STECLEBOUT
Conseiller(e)s Création/Reprise
TRANSMISSION
Valérie BROUSSART
Lucie ROHART
Valérie THIBAUT
Rajaa ZELLOUFI
Conseillères Transmission
RESSOURCES HUMAINES
Justine BAK
Marie CARLIER-ARMAND
Valérie MENDEL
Conseillères Entreprises
ARDAN
Christelle CONSTANT
Conseillère Entreprises
FINANCE / GESTION
Delphin BAILLY
Maxime SELOSSE
Conseillers Entreprises
DIGITAL
Florence ESCUDIE
Hanaa HNAIN
Thomas PANNEQUIN
Frédérick WAREMBOURG
Conseiller(e)s Entreprises
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL
Sophie HABIB
Sébastien PLOUVIER
Conseiller(e)s Entreprises
INDUSTRIE
David FERRON
Chargé d'activités
REV3
Oriane GUIDOT
Vanessa VANDENBROUCK
Conseillères Entreprises
Thierry LOWYS
Manager
Géraldine SCHOLASCH
Assistante
COMMERCE
Frédéric DEBARGE
Mélanie DESPLANQUE
David GABEZ
Werner LEGRAND MONTIGNY
Xavier TILMONT
Conseiller(e)s Entreprises
TOURISME
Marie CHEVREUILLE-CUDENNEC
Conseillère Entreprises
CLUBS & RESEAUX
Bérangère LEROY
Manager
PARTENARIAT/ SPONSORING
Stéphane DESCAMPS
Référent
ACTIONS METROPOLITAINES ET TERRITORIALES
Mathilde FRETE-BLONDIN
Manager
DYNAMIQUES COLLECTIVES/DESIGN LAB
Dalila KEZ
Référente projets
Géraldine SCHOLASCH
Assistante
RELATIONS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / ENTREPRISES
Martine ZAJAC (30 % GL)
Manager
MOBILITE LOGISTIQUE URBAINE
Thibaut DEBRUYNE
Mehdi SAIDI
Chargés de mission
POINT OAL.es
Entreprises s'engagent
Marie DESSOLLE
Chargée de mission
REFERENTS GRAND LILLE - FONCTIONS SUPPORTS
CONTROLE DE GESTION
Nathalie BLASCZYK DEGLORIE
Contrôleur de Gestion
RESSOURCES HUMAINES
Coralie FONTAINE
Responsable Ressources Humaines
JURIDIQUE
Fabienne Morlier
Directrice Juridique
MARCHES PUBLICS
Chloé GUEQ
Acheteuse
COMMUNICATION
Fabienne CLAVEZ
Adjointe de la Directrice de la Communication et des Affaires Publiques
Florence WYBIERALA
Chargée de communication
PALAIS DE LA BOURSE EVENEMENTIEL
Louise DEFRETIN
Chef de projet chargée d'exploitation événementielle
Henri-Alexis FRUCHOMME
Chargé d'activités événementielles
Sonia KAYSER
Assistante (50%)
Sara PEAN-MAUD
Assistante commerciale et exploitation


CCI GRAND HAINAUT
HAUTS-DE-FRANCE
Organigramme CCI Grand Hainaut
Hauts-de-France
Mai 2026

ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Membres élus - Membres associés
Conseillers techniques

PRÉSIDENT
Bruno Fontaine

BUREAU
Anny-Claude Morisaux (VP - Industrie)
Didier Rizzo (VP- Commerce)
Charles Blangis (VP – Cambrésis)
Hélène Cattelot (VP – Sambre-Avesnois)
Marc Posak (Trésorier)
Christophe Fehring (Trésorier Adjoint)
Sébastien Delquignies (Secrétaire)
Antoinette Cousin (Secrétaire Adjointe)

DIRECTEUR EXÉCUTIF
Gautier Hotte

SECRÉTARIAT DE DIRECTION

DIRECTION EXÉCUTIVE

PÔLE AMÉNAGEMENT ET IMMOBILIER

PÔLE EQUIPEMENTS GÉRÉS

PÔLE BUSINESS ET PARTENARIATS

DIRECTION FORMATION

ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT
LA DIRECTION GÉNÉRALE

CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE

DIRECTEUR EXÉCUTIF
Gautier Hotte

SECRÉTARIAT DE DIRECTION
Lise Mortreux – Angélique Rogier

DIRECTION EXECUTIVE

PROJETS TRANSVERSAUX
Thomas Marynus
Rabia Jaddi

QSE
Thomas Marynus

COORDINATEUR SÉCURITÉ
Thomas Marynus

Fonctions Support régionalisées

RESSOURCES HUMAINES
Jessica Dehecq

ACHATS
Pauline Bouquet

CONTRÔLE DE GESTION
Cécilia Picard-Tadjouri

JURIDIQUE
Fabienne Merlier

SYSTÈMES D'INFORMATION

COMMUNICATION
Danny Devassine

PÔLE AMÉNAGEMENT ET IMMOBILIER
Julien Parisi

AMENAGEMENT
Julien Parisi - Djamila Corda

GESTION / MAINTENANCE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET MOYENS GÉNÉRAUX
Laurent Chalimont - Djamila Corda
Franck Cachoir - Christian Devassine

ACCUEIL
Laurence Blanc - Patricia Di Michelangelo

IMMOBILIER D'ENTREPRISE COMMERCIALISATION
Natalina Froment

SERRE NUMÉRIQUE
Ludivine Demarcq
Nathalie Bezé

PÔLE ÉQUIPEMENTS GÉRÉS

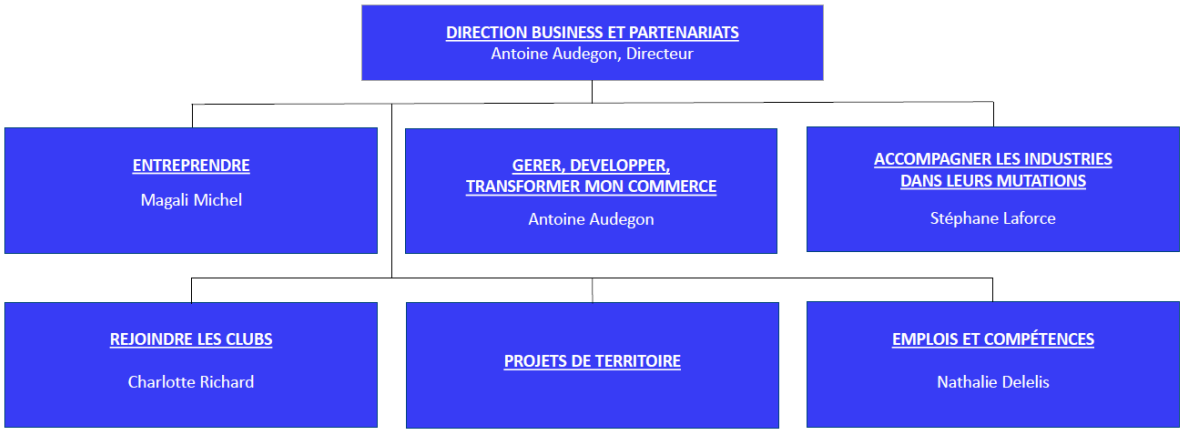
INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES
Julien Parisi
Djamila Corda

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET LOGISTIQUE
Gautier Hotte
Christelle Delsaut
Régis Richez
Angélique Rogier
Djamila Corda

ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

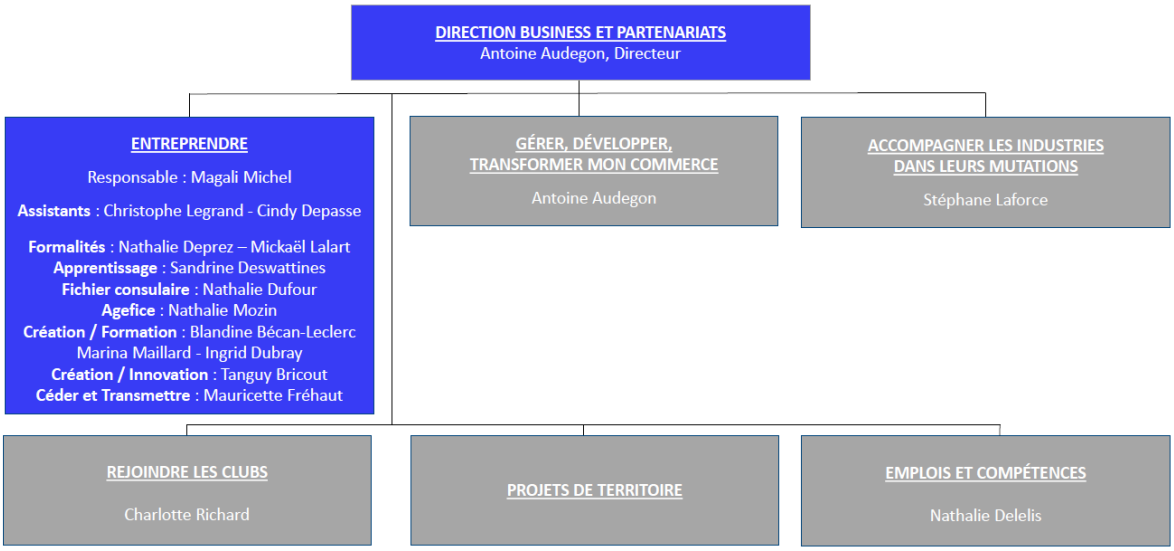
CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

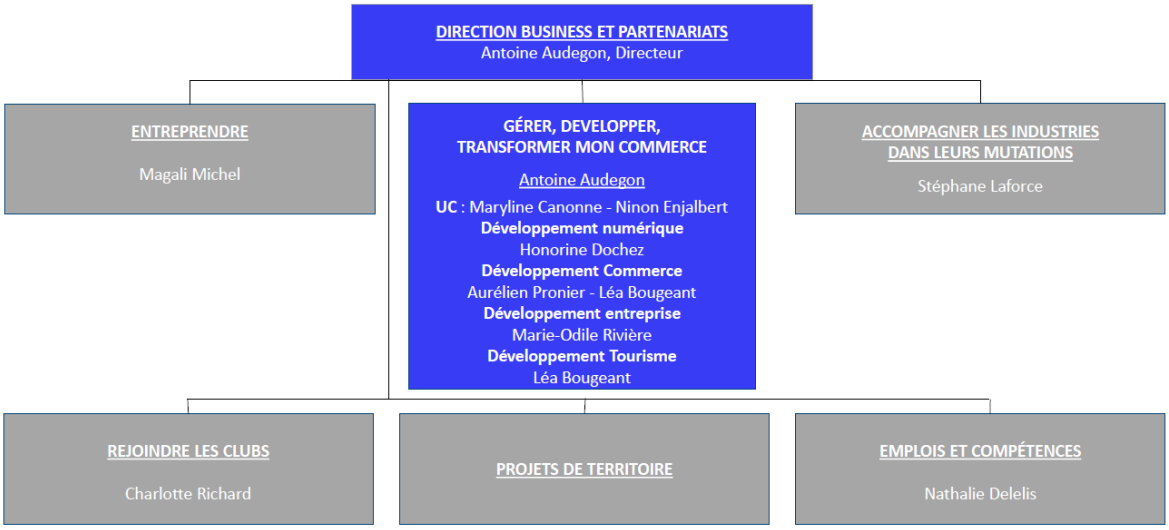
LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

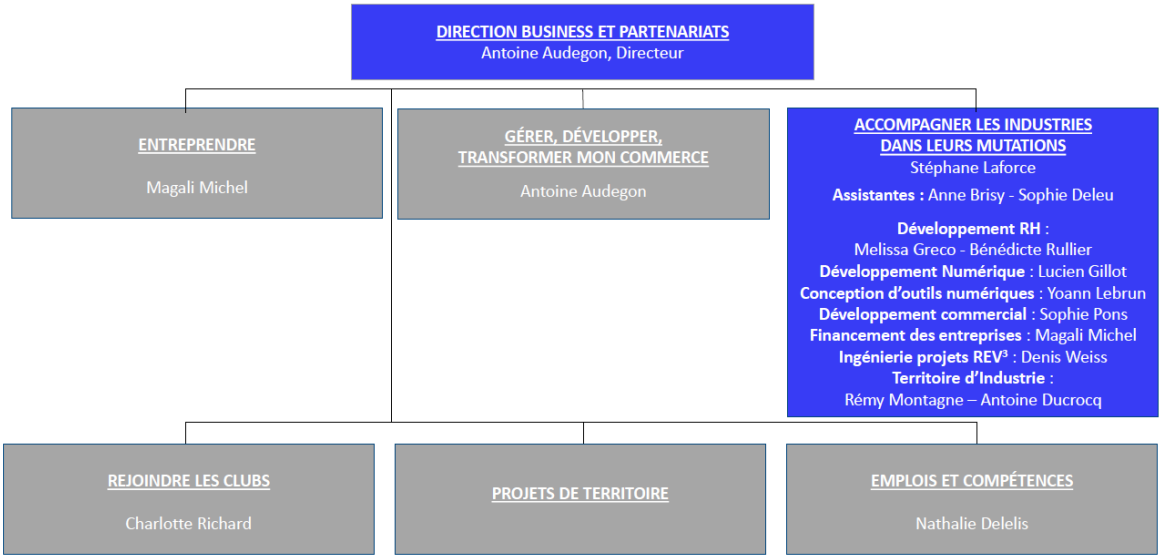
LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

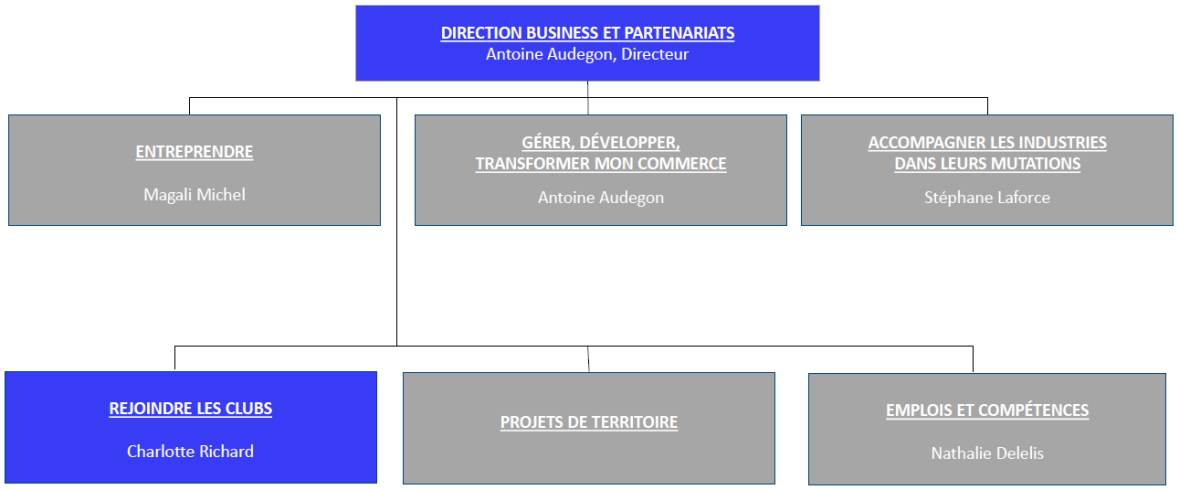
CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

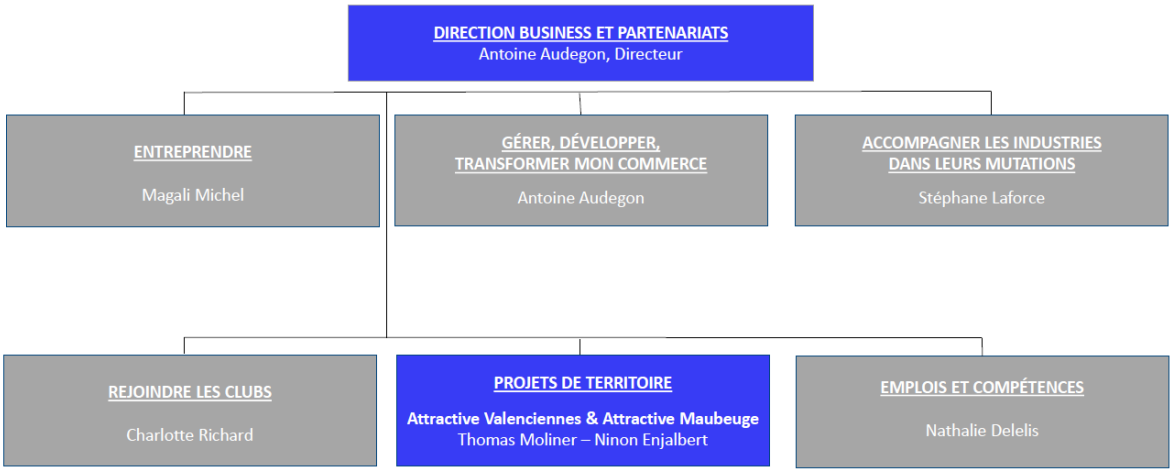
CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

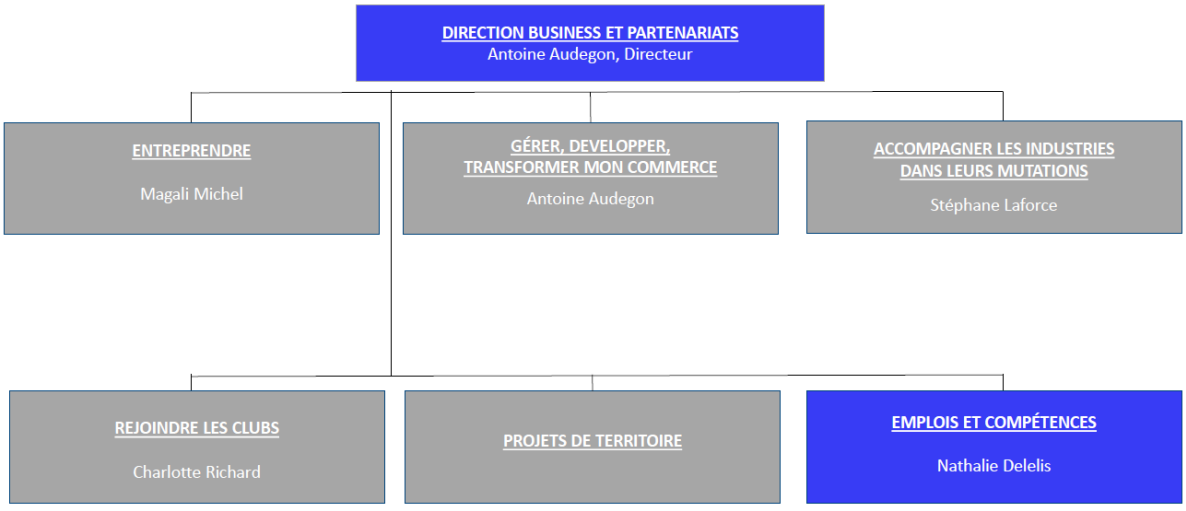
CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME CCI GRAND HAINAUT

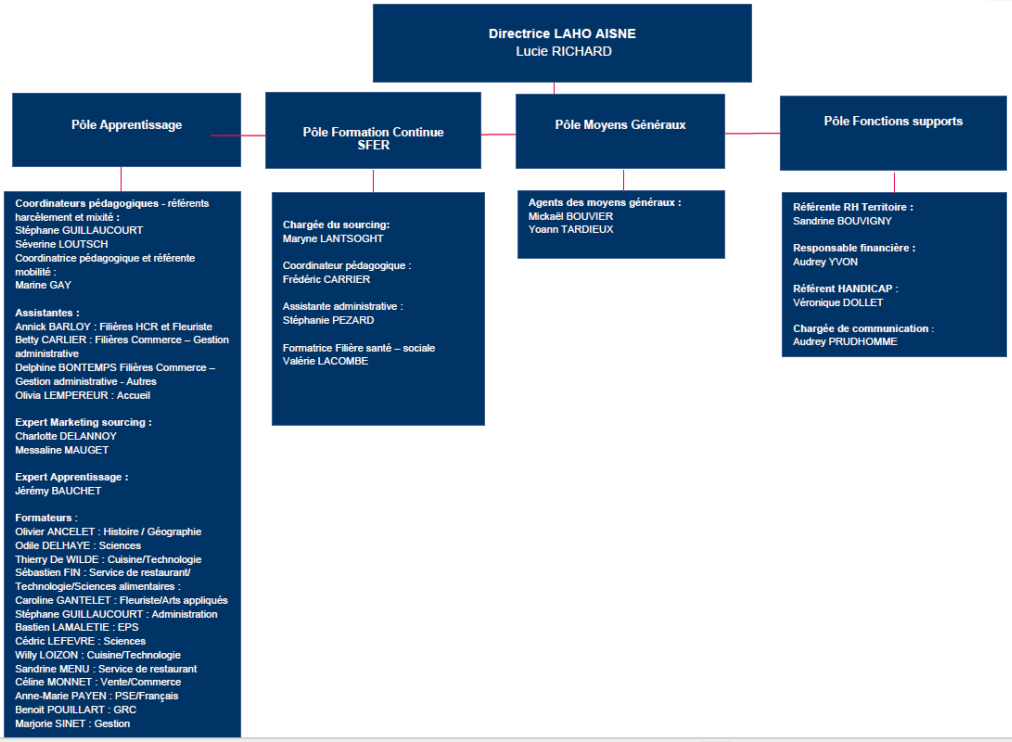
LA DIRECTION BUSINESS & PARTENARIATS

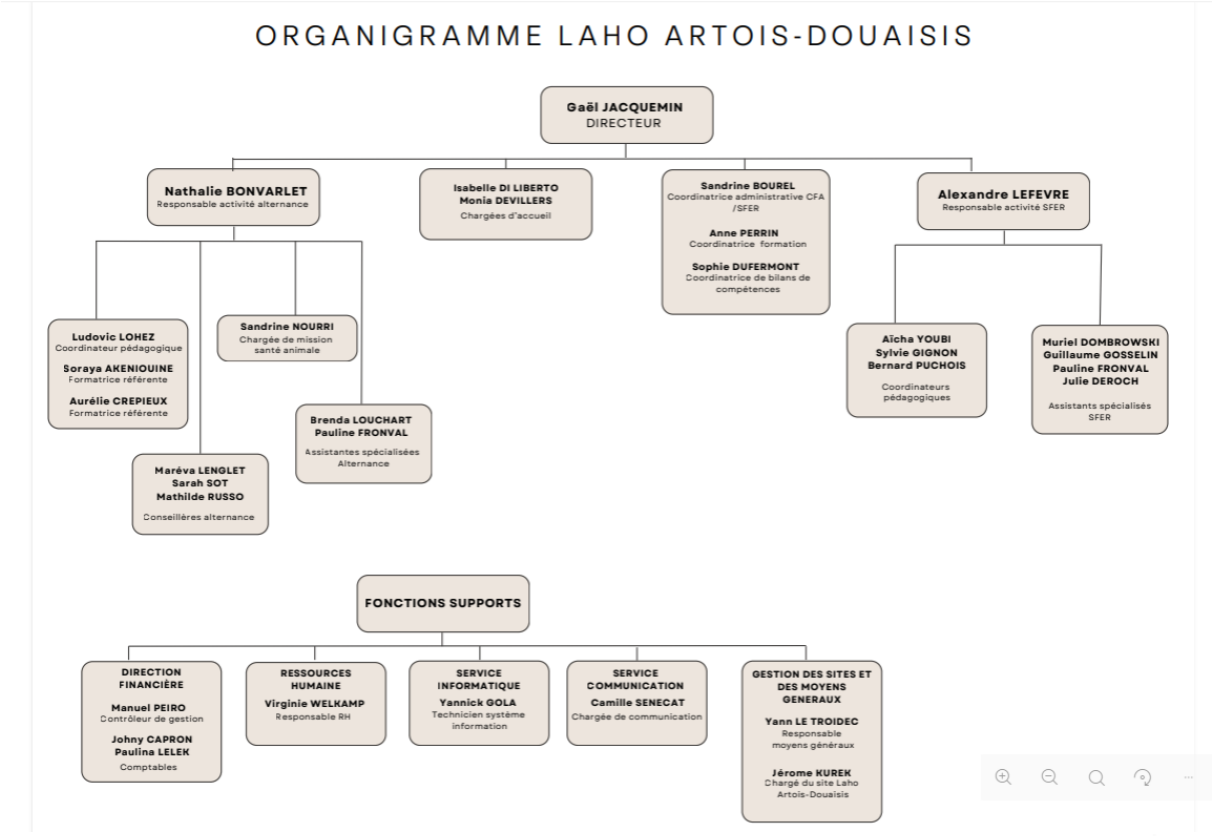
CCI GRAND HAINAUT HAUTS-DE-FRANCE

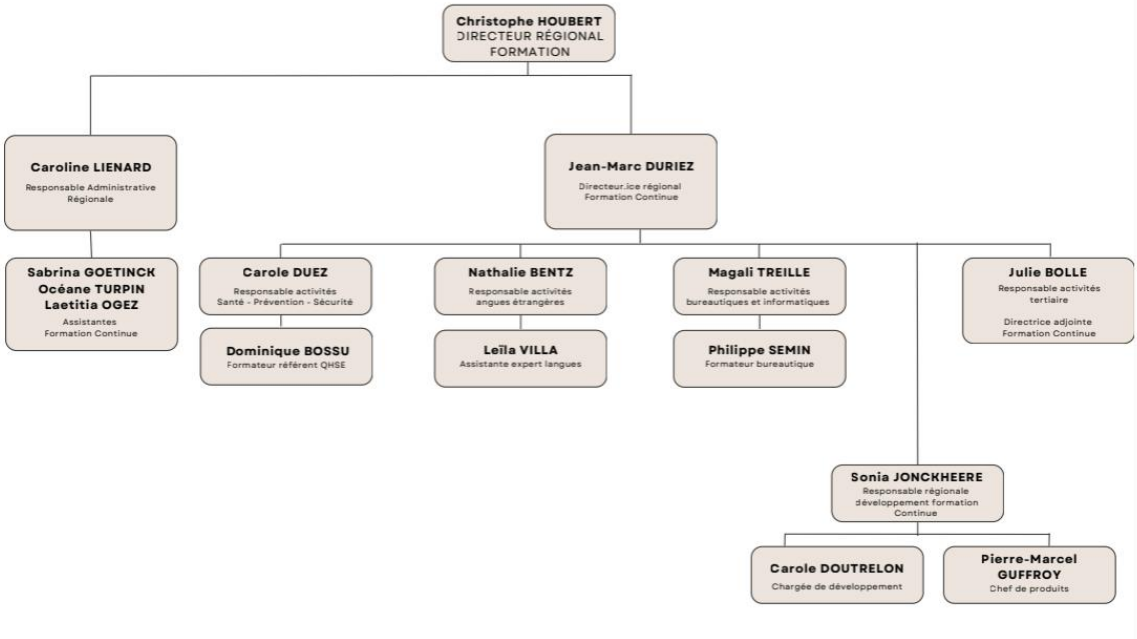


Dernière mise à jour le : 27/04/2026

(Mise à jour obligatoire tous les 3 mois)




ORGANIGRAMME LAHO ARTOIS-DOUAISIS
Gaël JACQUEMIN
DIRECTEUR
Nathalie BONVARLET
Responsable activité alternance
Isabelle DI LIBERTO
Monia DEVILLERS
Chargées d'accueil
Sandrine BOUREL
Coordinatrice administrative CFA /SFER
Anne PERRIN
Coordinatrice formation
Sophie DUFERMONT
Coordinatrice de bilans de compétences
Alexandre LEFEVRE
Responsable activité SFER
Ludovic LOHEZ
Coordinateur pédagogique
Soraya AKENIOUINE
Formatrice référente
Aurélie CREPIEUX
Formatrice référente
Sandrine NOURRI
Chargée de mission santé animale
Brenda LOUCHART
Pauline FRONVAL
Assistantes spécialisées Alternance
Maréva LENGLET
Sarah SOT
Mathilde RUSSO
Conseillères alternance
Aïcha YOUBI
Sylvie GIGNON
Bernard PUCHOIS
Coordinateurs pédagogiques
Muriel DOMBROWSKI
Guillaume GOSSELIN
Pauline FRONVAL
Julie DEROCH
Assistants spécialisés SFER
FONCTIONS SUPPORTS
DIRECTION FINANCIÈRE
Manuel PEIRO
Contrôleur de gestion
Johny CAPRON
Paulina LELEK
Comptables
RESSOURCES HUMAINE
Virginie WELKAMP
Responsable RH
SERVICE INFORMATIQUE
Yannick GOLA
Technicien système information
SERVICE COMMUNICATION
Camille SENECAT
Chargée de communication
GESTION DES SITES ET DES MOYENS GENERAUX
Yann LE TROIDEC
Responsable moyens généraux
Jérome KUREK
Chargé du site Laho Artois-Douaisis


Christophe HOUBERT
DIRECTEUR RÉGIONAL FORMATION
Caroline LIENARD
Responsable Administrative Régionale
Jean-Marc DURIEZ
Directeur.ice régional Formation Continue
Sabrina GOETINCK
Océane TURPIN
Laetitia OGEZ
Assistantes Formation Continue
Carole DUEZ
Responsable activités Santé - Prévention - Sécurité
Dominique BOSSU
Formateur référent QHSE
Nathalie BENTZ
Responsable activités angues étrangères
Leïla VILLA
Assistante expert langues
Magali TREILLE
Responsable activités bureautiques et informatiques
Philippe SEMIN
Formateur bureautique
Julie BOLLE
Responsable activités tertiaire
Directrice adjointe Formation Continue
Sonia JONCKHEERE
Responsable régionale développement formation Continue
Carole DOUTRELON
Chargée de développement
Pierre-Marcel GUFFROY
Chef de produits

ORGANISATION LAHO GRAND HAINAUT

Laho
TERRE DE FORMATIONS

DIRECTRICE
Virginie FROIDEVAL

Responsable administrative et moyens généraux
Séverine COCHET - Correspondant QUALIOPI

Accueil :
Anne Marie LEHALLEZ
Coline DENIS

Moyens Généraux :
Laurent BRASSARD
Eric GAUDUIN

FACTURATION CLIENTS
Laury LEMOINE
Nathalie MONSERGENT

REFERENTE CDDU / PRESTATAIRES
Nathalie MONSERGENT

INGHENIA

Directeur
Johan VERSTRAETE

Assistante de direction
Christelle DELETTREZ

COORDINATEURS PEDAGOGIQUES
Vincent GROLLIER
Corinne LEDRU

CHARGE RELATIONS ENTREPRISES
Lucas SANCHEZ

ASSISTANTES PEDAGOGIQUES
Sandrine ROLAIN
Shirley TUSZYNSKA

CELLULE COMMERCIALE Formation Continue CCI HDF
Fanny VANDENBROUCKE
Séverine LECLERCQ

ACTIVITES Formation Continue CCI HDF

Filière Tertiaire et Numérique
Responsable
Fabienne CHEVAL
Assistante
Michèle LIEVIN
Formateur
Dominique MAGALHAES DE MORAIS

Filière Langues
Responsable
Stéphane DISSAUX
Assistante
Michèle LIEVIN
Formateur
Florence CAMUS

Filière QHSE – Perf Industrielle
Responsable
Olivier LEMOR
Assistante
Jennifer DUHAMEL

SERVICE COMPTABILITE GESTION CCI HDF
CONTROLEUR DE GESTION
Valérie JOANNES

COMPTABILITE FOURNISSEURS / PRESTATIRES
Anne MOSIN

CHARGEE DE COMMUNICATION CCI HDF
Pauline MOUTON
Référente ALUMNI

INFORMATIQUE DSI CCI HDF

REFERENT AMMON
Ludovic LEBLANC

REFERENTS MOODLE
Najet BEHAR
Ludovic LEBLANC
Dominique MAGALHAES DE MORAIS

REFERENT HANDICAP CFA & SFER
Aurore VINCENT

CELLULE COMMERCIALE CFA
Responsable – Stéphane LIBERT
Christine DETOURBE
Elodie TRIQUER I Laëtitia CORNETTE I Kassandra SAINT QUENTIN
Ophélie BOUCHEZ I Cindelle WOCQUIER

SFER
Référente – Marie-Thérèse PORTIER

Filière Administrative
Responsable
Marie-Thérèse PORTIER
Assistante
Corinne SWIERCZ

Filière Industrielle LAHOTECH
Responsables
Olivier LEMOR
Patrice LOURDAIS
Assistante
Coline DENIS

Filière Logistique
Responsable
Isabelle HOURDIN
Assistante
Coline DENIS

SOURCING SFER et ATELIERS TRE
Chargée relations prescripteurs et DE

FORMATEURS PERMANENTS
Najet BEHAR
Mérédith FACOMPRE – Référente Mobilité
Isabelle GALATI
Marie Hélène LEPORE
Isabelle SCZEPANSKI – Référente Point écoute
Michel VILLELA

APPRENTISSAGE
Référente – Aurore VINCENT

Filière Commerciale
Responsables
Ludovic LEBLANC CAP BAC PRO
Aurore VINCENT BAC+2
Fernand MARQUANT – BAC+3 à 5
Assistantes
Marie-Christine BIALECKI
Béatrice BOITIAUX
Marie-Christine BRUET
Caroline HOUDART

Filière Administrative
Responsable
Marie Thérèse PORTIER
Assistante
Cécile ANSELME

Filière Logistique
Responsable
Isabelle HOURDIN
Formateur Référent
Christophe BOURGEOIS
Assistante
Jennifer DUHAMEL

Filière Ressources Humaines
Responsable
Elodie TRIQUER
Assistante
Corine SWIERCZ

Filière Industrielle
Responsables
Olivier LEMOR / Patrice LOURDAIS
Assistante
Caroline HOUDART

Le 24/04/2026

Organigramme de Laho - Littoral Audomarois

Laho
TERRE DE FORMATIONS
CCI HAUTS-DE-FRANCE

Directeur
Arnaud VASSEUR

Responsable Formation Commerce / Administratif - RH
Didier LHOMEL (3)

Coordinateurs/trices
Élisabeth CARON
Florence DERLY
Emmanuelle FAILLIE
Murielle FERYN
Marie Françoise SORET
Vincent VAROUX
Formateurs référents
Lucie DEU
Sandy DUCROCQ
Yohann FOURRIER
Aurélie FUSILLIER
Hélène OCTOR
Aurélie RYCKENBUSCH
Anne TISON
Animateurs/trices
Gilles CALLEWAERT
Christèle DUBOIS
Stéphane ELSINY
Olivier LECOINTE
Julie VASSEUR

Responsable Formation Bureautique / Langues / Sûreté
Ludovic LEGRAND

Coordinateurs/trices
Jérôme DELASSUS
Cécile GRESSIER (1)
Formateurs référents
Nicolas BOCKELEE
Animateur
Jessy ROBITAILLE

Responsable Site Leulinghem / Saint-Omer
Arnaud VASSEUR

Coordinateurs/trices
Maxime BELLEGUEULLE(2)
Evelyne DOURLENS
David WALCZAK
Formateurs référents
Christophe GORET
Fabrice RENAUT

Assistantes de Formation
Camille EVRARD
Peggy FERREIRA
Sabrina CLAY
Sophie DECOCQ
Marie Cécile PATINIER

Responsable Site Boulogne
Joao INACIO (3)

Assistantes de Formation
Aurélie LANGLET
Virginie DESQUIENS
Sandra DOUBLECOURT

Responsable Site Calais
Damien DEKEISTER (3)

Assistantes de Formation
Catherine TETTART
Karine CATEZ

Animatrice du Développement
Virginie DUBOIS

Conseillère Entreprise Alternance
Angeline DELOT
Audrey VALENTIN

Conseillère Alternance
Marie MARQUAND
Emeline GODART
Maureen PLAMONT

Responsable Administratif
Christine DURIBREU

Assistante Formation FC
Coralie FAVIER

Assistante de Gestion
Sylvie VERBRUGGHE

Encadrement régional

Direction Contrôle de Gestion
Stéphanie RENARD

Contrôleur de Gestion Laho Littoral
Valérie JOANNES

Direction Comptabilité
Thierry MAHAUT

Comptable
Océane DEMAUDE

DSI
Samy LECLERCQ

Technicien des Systèmes d'information
Antoine HERAULT

Communication
Antoine MONNIER

Chargée de communication
Elisa CAPPONI

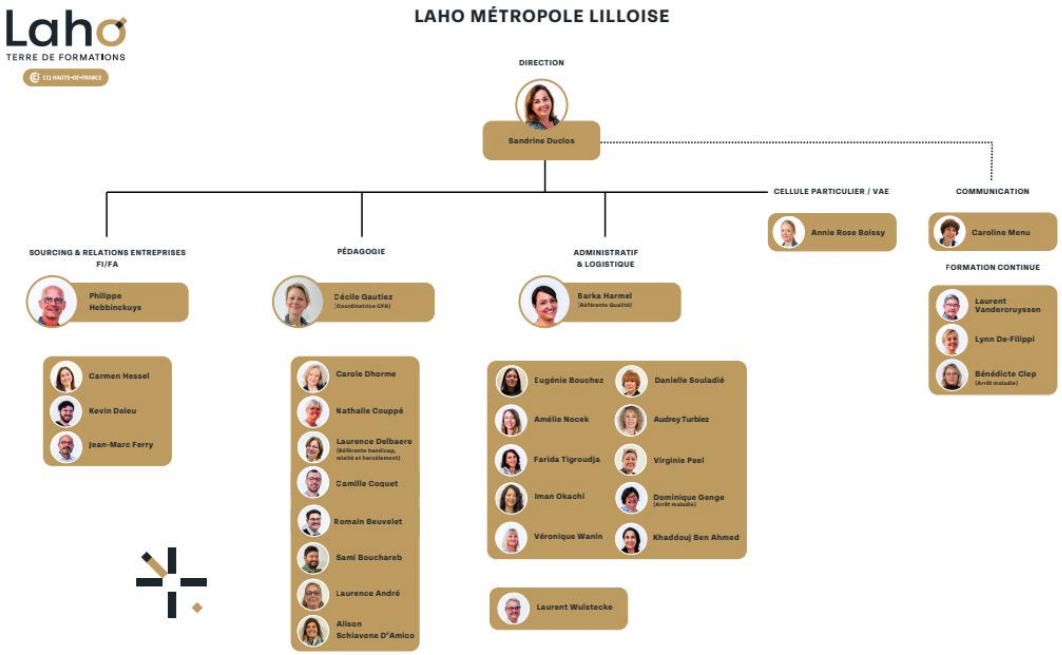
Business Unit (FPC)
Sonia JONCKHEERE

Chargées de développement
Virginie DE BOCK
France HERMANT

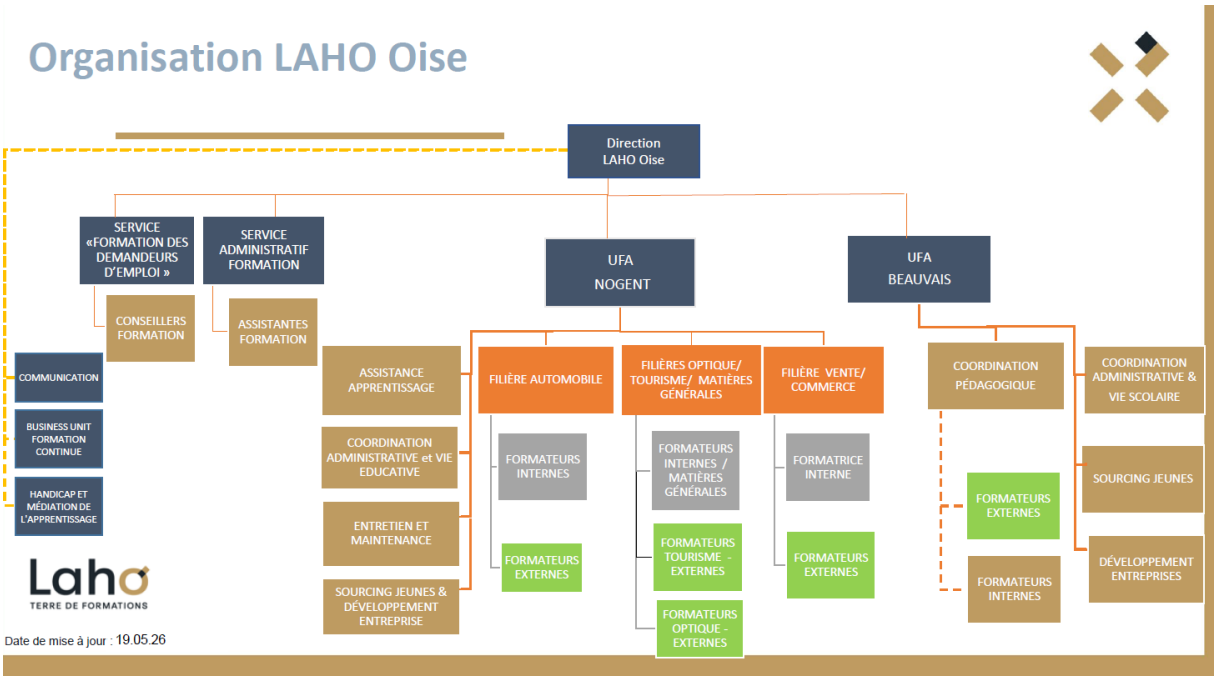
Conseillère Entreprise FC
Géraldine TEPPE

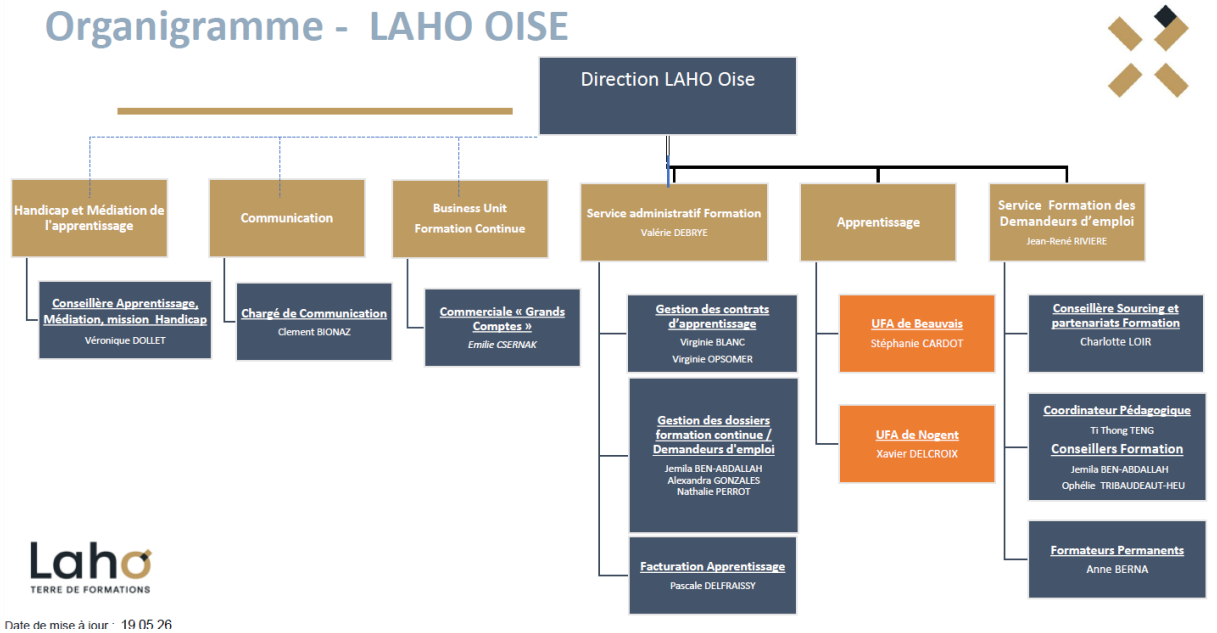
Mise à jour : 04/ 03 / 26

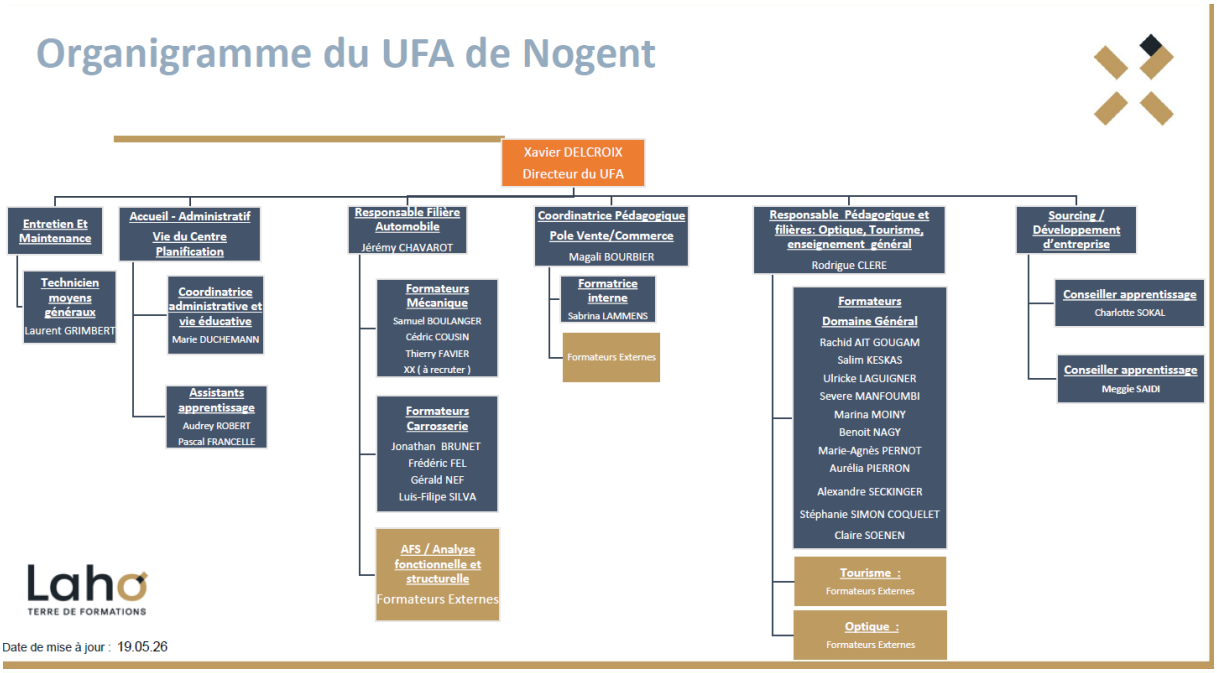
(1) : référente Mobilité Nationale et internationale Apprentissage / Référente Handicap
(2) : référent Technique Certifications CACES®
(3) : référents Harcèlement / Mixité

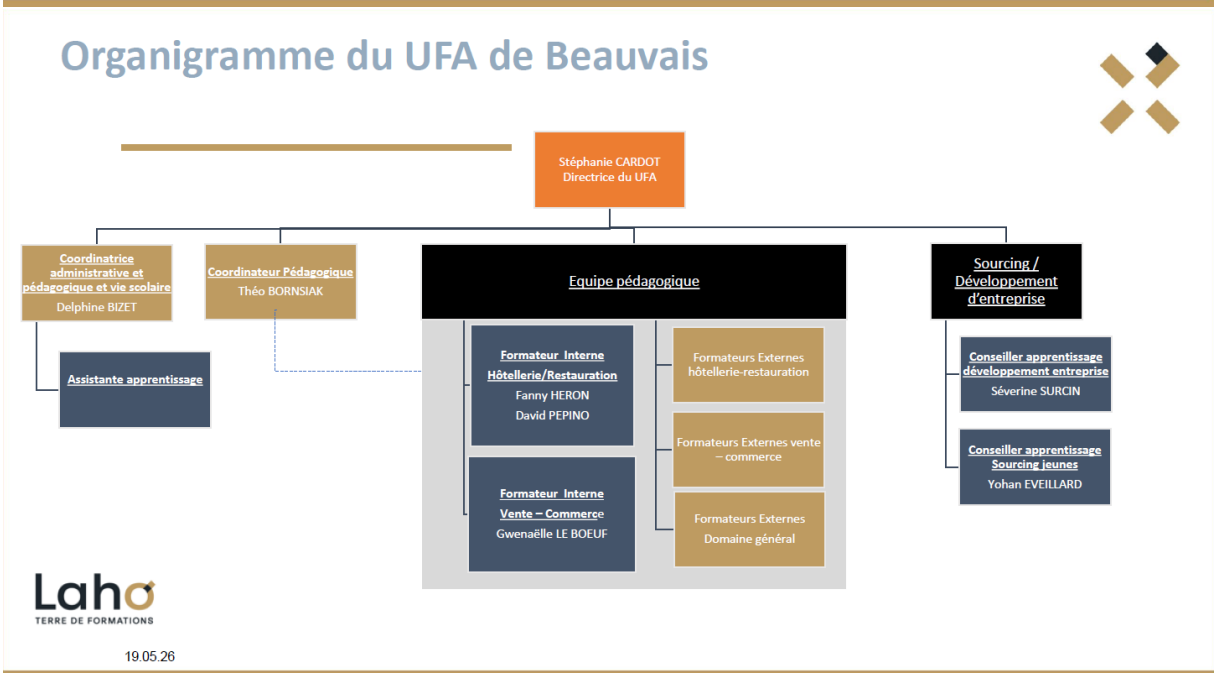

Laho
TERRE DE FORMATIONS
CCI HAUTS-DE-FRANCE
LAHO MÉTROPOLE LILLOISE
DIRECTION
Sandrine Duclos
CELLULE PARTICULIER / VAE
Annie Rose Boissy
COMMUNICATION
Caroline Menu
FORMATION CONTINUE
Laurent Vandercruyssen
Lynn De-Filippi
Bénédicte Clep
SOURCING & RELATIONS ENTREPRISES FI/FA
Philippe Hebbinckuys
Carmen Hessel
Kevin Deleu
Jean-Marc Ferry
PÉDAGOGIE
Cécile Gautiez
Carole Dhorme
Nathalie Couppé
Laurence Delbaere
Camille Coquet
Romain Beuvelet
Sami Bouchareb
Laurence André
Alison Schiavone D'Amico
ADMINISTRATIF & LOGISTIQUE
Barka Harmel
Eugénie Bouchez
Amélie Nocek
Farida Tigroudja
Iman Okachi
Véronique Wanin
Danielle Souladié
Audrey Turbiez
Virginie Peel
Dominique Genge
Khaddouj Ben Ahmed
Laurent Wulstecke

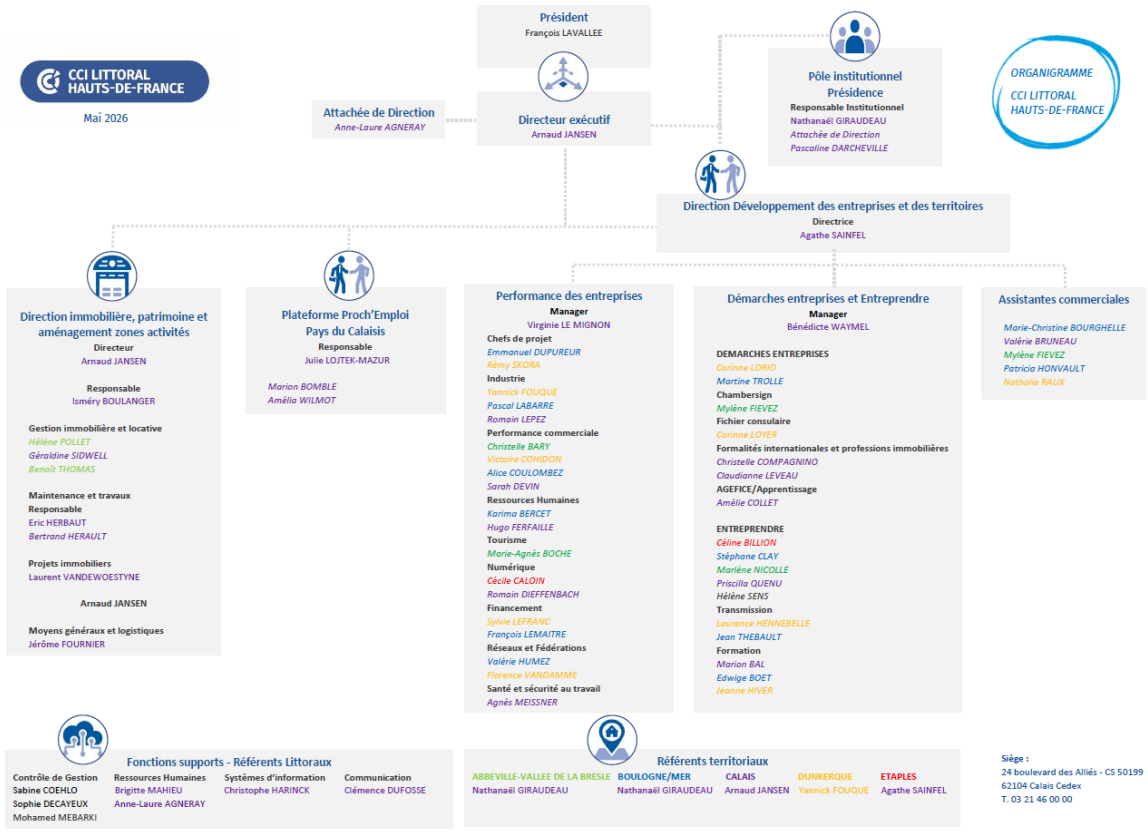

Laho
TERRE DE FORMATIONS
CCI HAUTS-DE-FRANCE
Organigramme
LAHO OISE

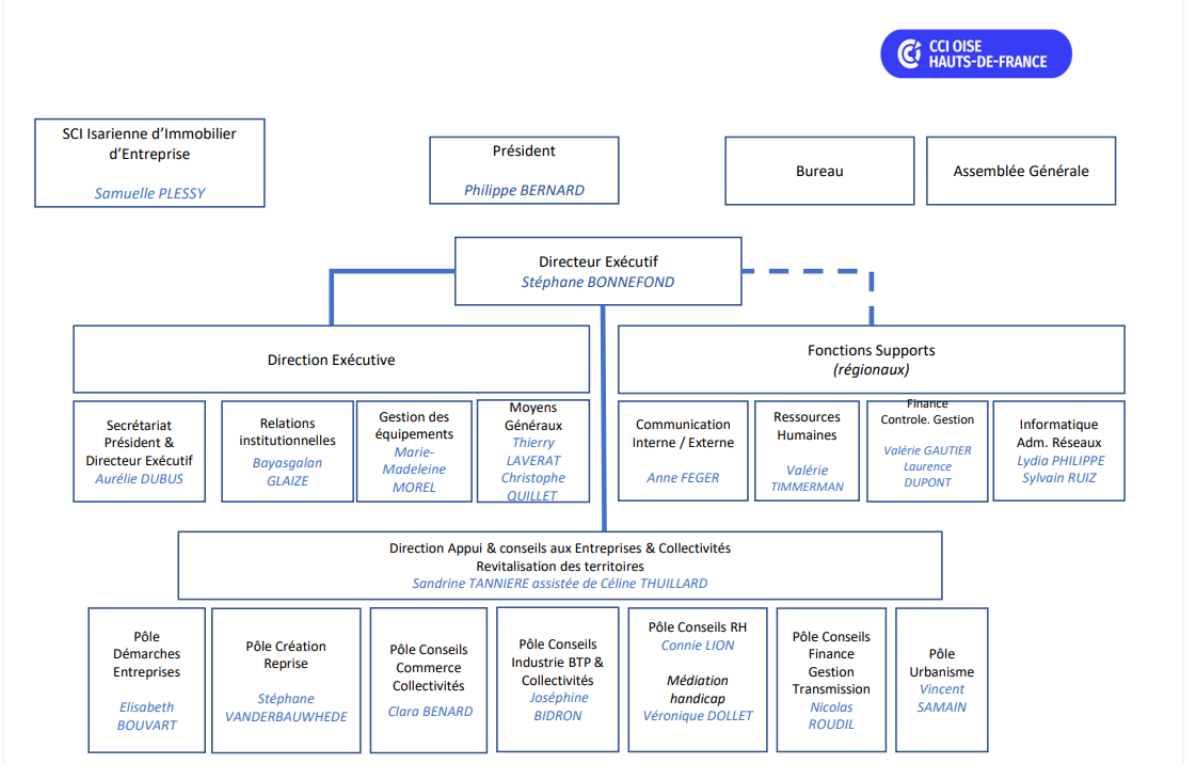

Organisation LAHO Oise
Direction LAHO Oise
SERVICE «FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI »
SERVICE ADMINISTRATIF FORMATION
UFA NOGENT
UFA BEAUVAIS
CONSEILLERS FORMATION
ASSISTANTES FORMATION
COMMUNICATION
BUSINESS UNIT FORMATION CONTINUE
HANDICAP ET MÉDIATION DE L'APPRENTISSAGE
ASSISTANCE APPRENTISSAGE
COORDINATION ADMINISTRATIVE et VIE EDUCATIVE
ENTRETIEN ET MAINTENANCE
SOURCING JEUNES & DÉVELOPPEMENT ENTREPRISE
FILIÈRE AUTOMOBILE
FILIÈRES OPTIQUE/ TOURISME/ MATIÈRES GÉNÉRALES
FILIÈRE VENTE/ COMMERCE
FORMATEURS INTERNES
FORMATEURS EXTERNES
FORMATEURS INTERNES / MATIÈRES GÉNÉRALES
FORMATEURS TOURISME - EXTERNES
FORMATEURS OPTIQUE - EXTERNES
FORMATRICE INTERNE
FORMATEURS EXTERNES
COORDINATION PÉDAGOGIQUE
COORDINATION ADMINISTRATIVE & VIE SCOLAIRE
SOURCING JEUNES
DÉVELOPPEMENT ENTREPRISES
FORMATEURS EXTERNES
FORMATEURS INTERNES
Laho
TERRE DE FORMATIONS
Date de mise à jour : 19.05.26


Organigramme - LAHO OISE
Direction LAHO Oise
Handicap et Médiation de l'apprentissage
Communication
Business Unit Formation Continue
Service administratif Formation
Valérie DEBRYE
Apprentissage
Service Formation des Demandeurs d'emploi
Jean-René RIVIERE
Conseillère Apprentissage, Médiation, mission Handicap
Véronique DOLLET
Chargé de Communication
Clement BIONAZ
Commerciale « Grands Comptes »
Emilie CSERNAK
Gestion des contrats d'apprentissage
Virginie BLANC
Virginie OPSOMER
Gestion des dossiers formation continue / Demandeurs d'emploi
Jemila BEN-ABDALLAH
Alexandra GONZALES
Nathalie PERROT
Facturation Apprentissage
Pascale DELFRAISSY
UFA de Beauvais
Stéphanie CARDOT
UFA de Nogent
Xavier DELCROIX
Conseillère Sourcing et partenariats Formation
Charlotte LOIR
Coordinateur Pédagogique
Ti Thong TENG
Conseillers Formation
Jemila BEN-ABDALLAH
Ophélie TRIBAUDEAUT-HEU
Formateurs Permanents
Anne BERNA
Laho
TERRE DE FORMATIONS
Date de mise à jour : 19.05.26


Organigramme du UFA de Nogent
Xavier DELCROIX
Directeur du UFA
Entretien Et Maintenance
Technicien moyens généraux
Laurent GRIMBERT
Accueil - Administratif Vie du Centre Planification
Coordinatrice administrative et vie éducative
Marie DUCHEMANN
Assistants apprentissage
Audrey ROBERT
Pascal FRANCELLE
Responsable Filière Automobile
Jérémy CHAVAROT
Formateurs Mécanique
Samuel BOULANGER
Cédric COUSIN
Thierry FAVIER
XX (à recruter)
Formateurs Carrosserie
Jonathan BRUNET
Frédéric FEL
Gérald NEF
Luis-Filipe SILVA
AFS / Analyse fonctionnelle et structurelle
Formateurs Externes
Coordinatrice Pédagogique Pole Vente/Commerce
Magali BOURBIER
Formatrice interne
Sabrina LAMMENS
Formateurs Externes
Responsable Pédagogique et filières: Optique, Tourisme, enseignement général
Rodrigue CLERE
Formateurs Domaine Général
Rachid AIT GOUGAM
Salim KESKAS
Ulricke LAGUIGNER
Severe MANFOUMBI
Marina MOINY
Benoit NAGY
Marie-Agnès PERNOT
Aurélia PIERRON
Alexandre SECKINGER
Stéphanie SIMON COQUELET
Claire SOENEN
Tourisme :
Formateurs Externes
Optique :
Formateurs Externes
Sourcing / Développement d'entreprise
Conseiller apprentissage
Charlotte SOKAL
Conseiller apprentissage
Meggie SAIDI
Laho
TERRE DE FORMATIONS
Date de mise à jour : 19.05.26

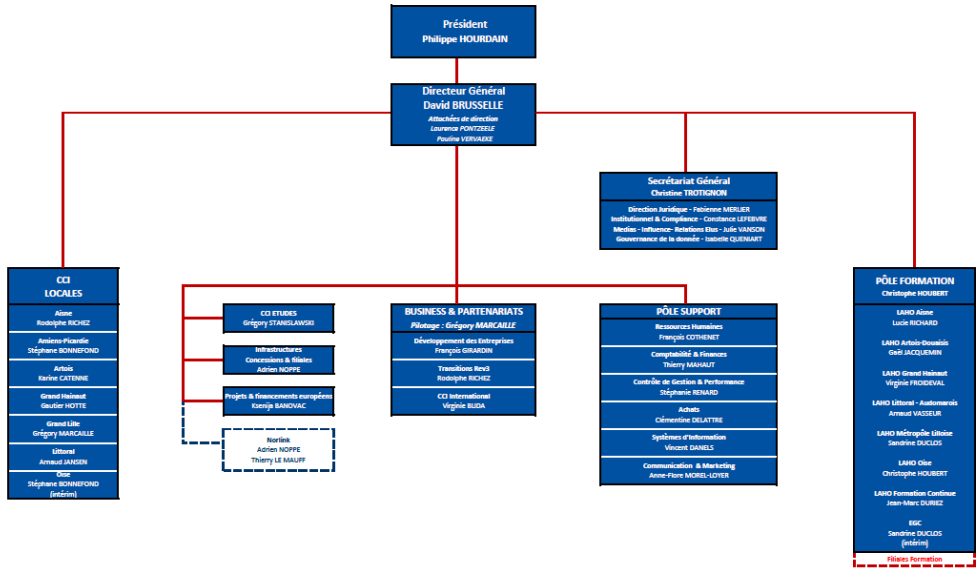

Organigramme du UFA de Beauvais
Stéphanie CARDOT
Directrice du UFA
Coordinatrice administrative et pédagogique et vie scolaire
Delphine BIZET
Assistante apprentissage
Coordinateur Pédagogique
Théo BORNSIAK
Equipe pédagogique
Formateur Interne Hôtellerie/Restauration
Fanny HERON
David PEPINO
Formateur Interne Vente – Commerce
Gwenaëlle LE BOEUF
Formateurs Externes hôtellerie-restauration
Formateurs Externes vente – commerce
Formateurs Externes Domaine général
Sourcing / Développement d'entreprise
Conseiller apprentissage développement entreprise
Séverine SURCIN
Conseiller apprentissage Sourcing jeunes
Yohan EVEILLARD
Laho
TERRE DE FORMATIONS
19.05.26


CCI LITTORAL HAUTS-DE-FRANCE
Mai 2026
ORGANIGRAMME
CCI LITTORAL
HAUTS-DE-FRANCE
Président
François LAVALLEE
Directeur exécutif
Arnaud JANSEN
Attachée de Direction
Anne-Laure AGNERAY
Pôle institutionnel
Présidence
Responsable Institutionnel
Nathanaël GIRAUDEAU
Attachée de Direction
Pascaline DARCHEVILLE
Direction Développement des entreprises et des territoires
Directrice
Agathe SAINFEL
Direction immobilière, patrimoine et aménagement zones activités
Directeur
Arnaud JANSEN
Responsable
Isméry BOULANGER
Gestion immobilière et locative
Hélène POLLET
Géraldine SIDWELL
Benoît THOMAS
Maintenance et travaux
Responsable
Eric HERBAUT
Bertrand HERAULT
Projets immobiliers
Laurent VANDEWOESTYNE
Arnaud JANSEN
Moyens généraux et logistiques
Jérôme FOURNIER
Plateforme Proch'Emploi
Pays du Calaisis
Responsable
Julie LOJTEK-MAZUR
Marion BOMBLE
Amélia WILMOT
Performance des entreprises
Manager
Virginie LE MIGNON
Chefs de projet
Emmanuel DUPUREUR
Rémy SKORA
Industrie
Yannick FOUQUE
Pascal LABARRE
Romain LEPEZ
Performance commerciale
Christelle BARY
Victoire COHIDON
Alice COULOMBEZ
Sarah DEVIN
Ressources Humaines
Karima BERCET
Hugo FERFAILLE
Tourisme
Marie-Agnès BOCHE
Numérique
Cécile CALOIN
Romain DIEFFENBACH
Financement
Sylvie LEFRANC
François LEMAITRE
Réseaux et Fédérations
Valérie HUMEZ
Florence VANDAMME
Santé et sécurité au travail
Agnès MEISSNER
Démarches entreprises et Entreprendre
Manager
Bénédicte WAYMEL
DEMARCHES ENTREPRISES
Corinne LORIO
Martine TROLLE
Chambersign
Mylène FIEVEZ
Fichier consulaire
Corinne LOYER
Formalités internationales et professions immobilières
Christelle COMPAGNINO
Claudianne LEVEAU
AGEFICE/Apprentissage
Amélie COLLET
ENTREPRENDRE
Céline BILLION
Stéphane CLAY
Marlène NICOLLE
Priscilla QUENU
Hélène SENS
Transmission
Laurence HENNEBELLE
Jean THEBAULT
Formation
Marion BAL
Edwige BOET
Jeanne HIVER
Assistantes commerciales
Marie-Christine BOURGHELLE
Valérie BRUNEAU
Mylène FIEVEZ
Patricia HONVAULT
Nathalie RAUX
Fonctions supports - Référents Littoraux
Contrôle de Gestion
Sabine COEHLO
Sophie DECAYEUX
Mohamed MEBARKI
Ressources Humaines
Brigitte MAHIEU
Anne-Laure AGNERAY
Systèmes d'information
Christophe HARINCK
Communication
Clémence DUFOSSE
Référents territoriaux
ABBEVILLE-VALLEE DE LA BRESLE
Nathanaël GIRAUDEAU
BOULOGNE/MER
Nathanaël GIRAUDEAU
CALAIS
Arnaud JANSEN
DUNKERQUE
Yannick FOUQUE
ETAPLES
Agathe SAINFEL
Siège :
24 boulevard des Alliés - CS 50199
62104 Calais Cedex
T. 03 21 46 00 00


CCI OISE
HAUTS-DE-FRANCE
SCI Isarienne d'Immobilier d'Entreprise
Samuelle PLESSY
Président
Philippe BERNARD
Bureau
Assemblée Générale
Directeur Exécutif
Stéphane BONNEFOND
Direction Exécutive
Fonctions Supports
(régionaux)
Secrétariat Président & Directeur Exécutif
Aurélie DUBUS
Relations institutionnelles
Bayasgalan GLAIZE
Gestion des équipements
Marie-Madeleine MOREL
Moyens Généraux
Thierry LAVERAT
Christophe QUILLET
Communication Interne / Externe
Anne FEGER
Ressources Humaines
Valérie TIMMERMAN
Finance
Controle. Gestion
Valérie GAUTIER
Laurence DUPONT
Informatique
Adm. Réseaux
Lydia PHILIPPE
Sylvain RUIZ
Direction Appui & conseils aux Entreprises & Collectivités
Revitalisation des territoires
Sandrine TANNIERE assistée de Céline THUILLARD
Pôle Démarches Entreprises
Elisabeth BOUVART
Pôle Création Reprise
Stéphane VANDERBAUWHEDE
Pôle Conseils Commerce Collectivités
Clara BENARD
Pôle Conseils Industrie BTP & Collectivités
Joséphine BIDRON
Pôle Conseils RH
Connie LION
Médiation handicap
Véronique DOLLET
Pôle Conseils Finance Gestion Transmission
Nicolas ROUDIL
Pôle Urbanisme
Vincent SAMAIN

ORGANIGRAMME - MAI 2026

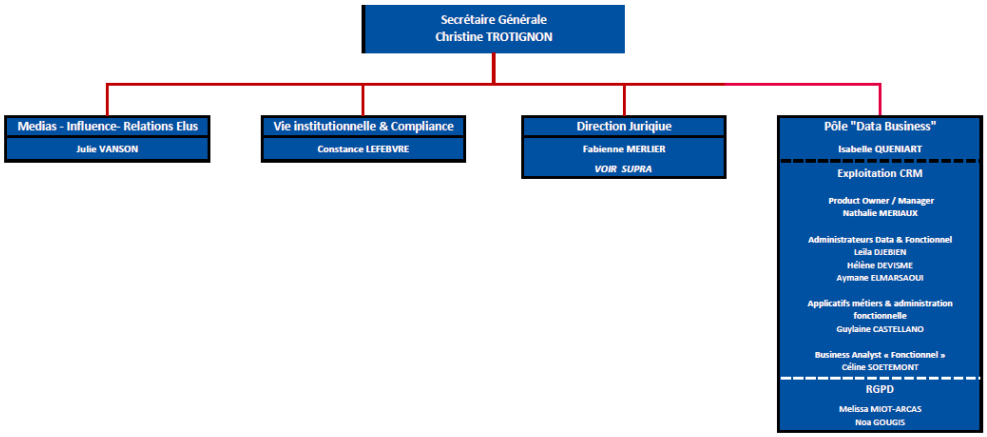
CCI HAUTS-DE-FRANCE



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

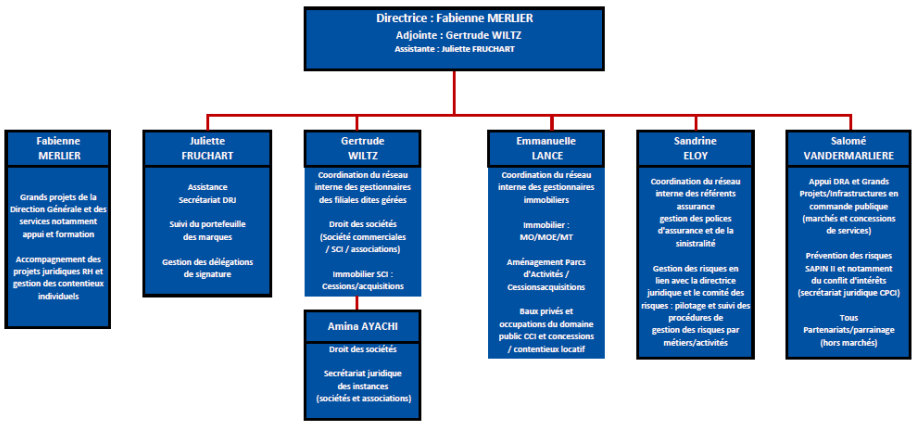
SECRETARIAT GENERAL



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

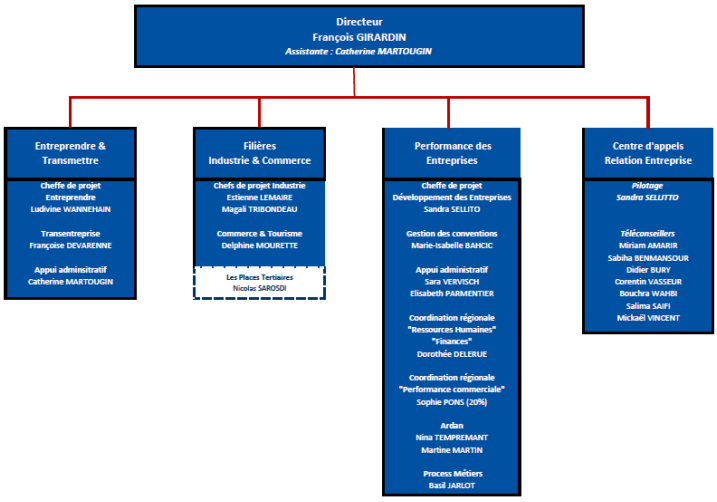
DIRECTION JURIDIQUE



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

PÔLE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

CCI INTERNATIONAL HAUTS-DE-FRANCE

Team France Export Hauts-de-France

Directrice
Virginie BLIDA
Assistante : Camille COVEMACKER

Consortium
Enterprise Europe Network
Sébastien CARPENTIER

Développement commercial
Team France Export

Alexandra SERGHERAERT

Olivier PAGERON (Business France)

Conseillers Industrie, Transports & Cleantech
Ségolène SION (Business France)
Thomas BUTTIGHOFFER (Business France)
Valérie DOUCHEZ
Adrien DELMER
Carlos GAMEIRO

Conseillers Art de vivre et Santé
Sylvie HERLEM
Véronique LELONG

Conseillers Agrotech
Kamelia MULLIER (Business France)
Yukiko ROUSSEL-GOTO - *Expert Asie*
Xiao ZHANG - *Expert Asie*

Conseillers Tech & Services
Jérémy LEFEBURE
José CUACES

Conseillers Experts
Audrey VERNIER- *Juriste senior*
Raphaëlle VOREUX - *Accès aux marchés*
Sébastien CARPENTIER - *Innovation*
Mariam SAAD - *Business events & communication EEN*
Benjamin MARCUSSE (50%) - *EEN*

Etudes sectorielles / Business Plan
Tanguy DEROUINEAU

Expérience Client

Nathalie BAUDE

Support Missions
Véronique GAJEWSKI

Plateforme de solutions / communication / marketing
Camille COVEMACKER

ADV CI / support Business meetings / missions inversées / Gestion des leads / Suivi des CIE
Karine OUTREQUIN

Responsable Formations
Stéphanie SARRAF

Chargé de mission Marketing digital & CRM
Constance GALLET

Support Salons / Business Diplomacy & Events
Nathalie OBAROWSKI

Rayonnement & Projets Innovants
Betty WAILLIEZ
Missions & salons, events, Business Diplomacy, missions inversées, projets innovants

Projets innovants
Alexandra JACQUEMART

Développement international & rayonnement international
Benjamin MARCUSSE (50%)

ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

TRANSITIONS REV3

Directeur
Rodolphe RICHEZ
Adjointe : Caroline REGNIER

Appui administratif & commercial
Magalie BEDEL

Business
Caroline REGNIER

Nicolas BUTEL
Hugo ASTIER
Raphaël ZAITZEV
Clara CHILAUD

Innovations
Rev3 Lab / Accélérateurs
Caroline REGNIER

Eline DUBARRAL
Priscille COUVENT LESCIEUX
Caroline VILLANDRE

Sarah DUBAR

Jean-Philippe VACHERON

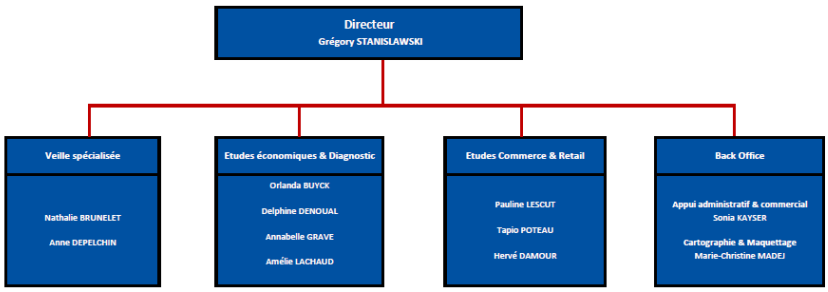
Magali BEDEL

Conventions & Partenariats
Florence CHUOP

ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

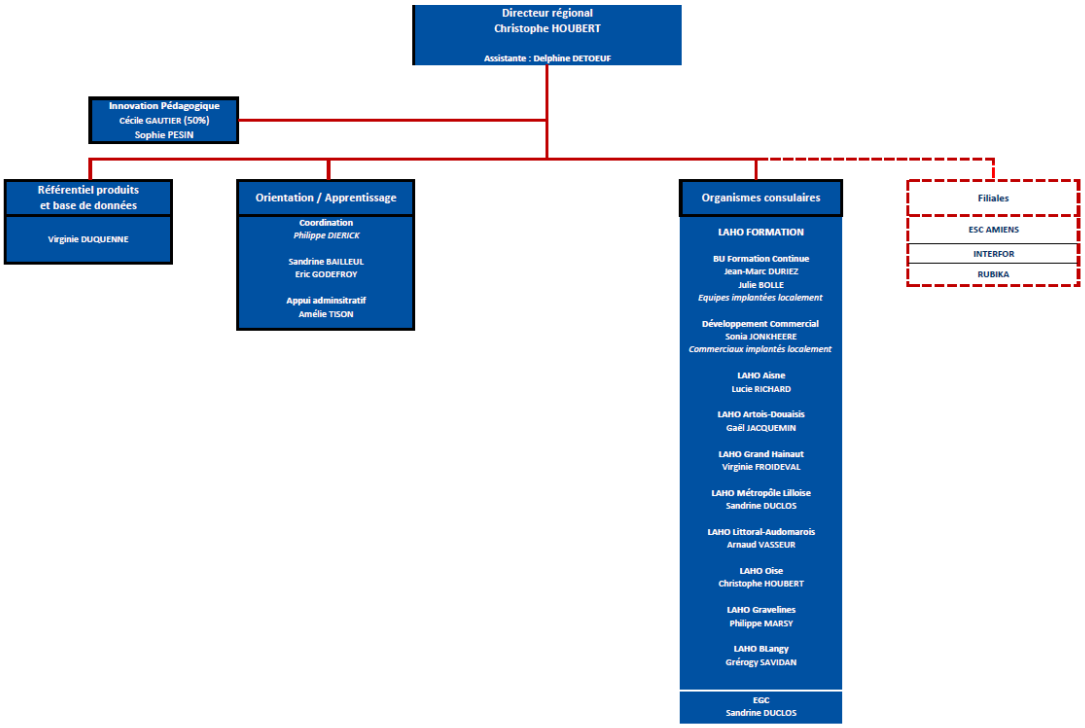
DIRECTION DES ETUDES



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

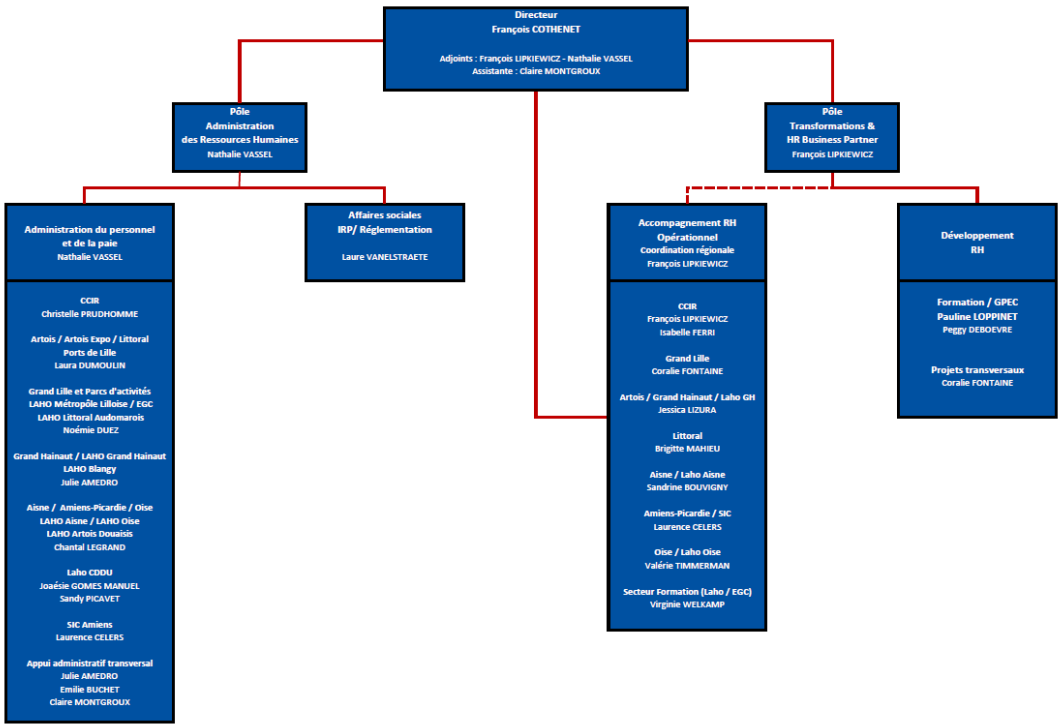
PÔLE FORMATION



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

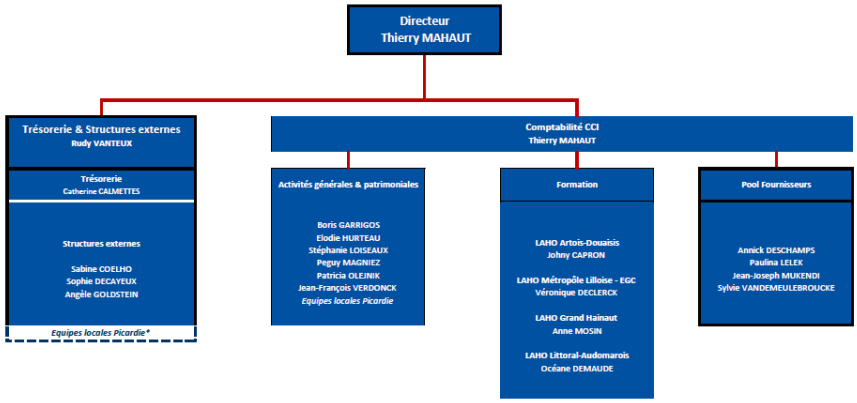
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

DIRECTION COMPTABLE & FINANCIERE



* Equipes locales Picardie

AMIENS-PICARDIE
Audrey DIAS
Anne-Sophie CAVILLON

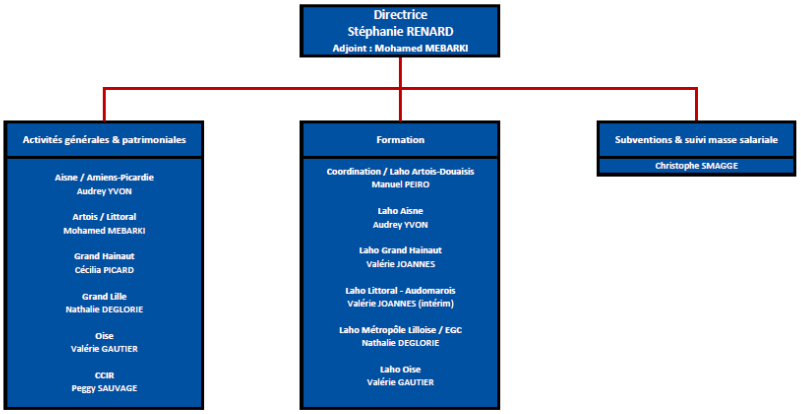
OISE
Valérie GAUTIER - Responsable financière / Référente locale
Laurence DUPONT

!

ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

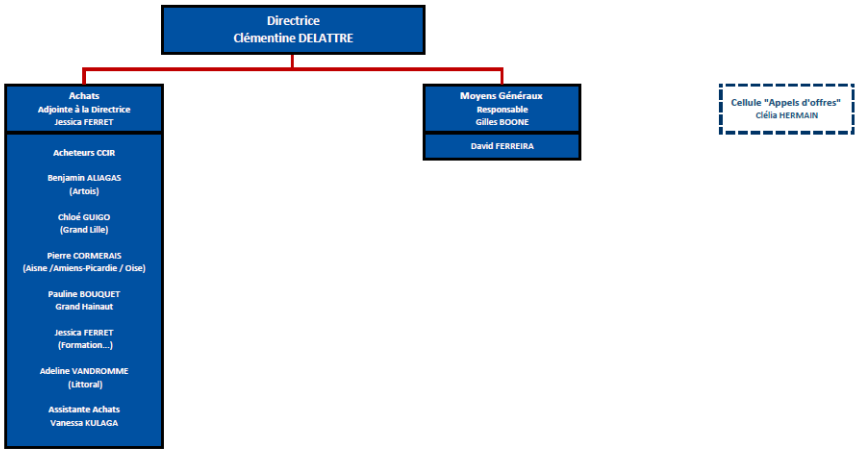
DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION ET DE LA PERFORMANCE



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

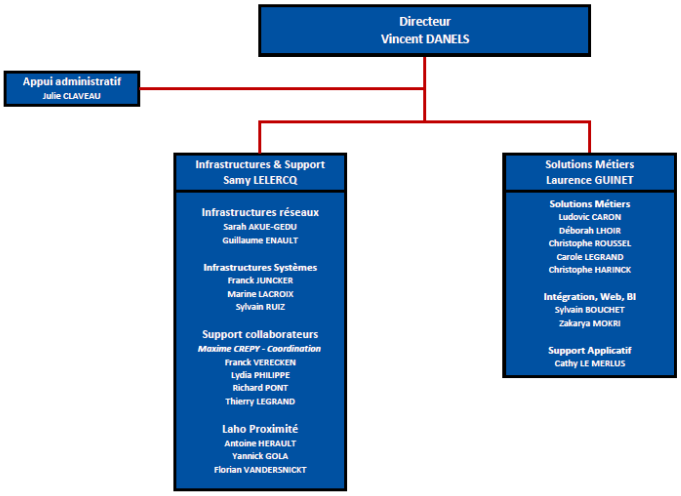
DIRECTION DES ACHATS & MOYENS GENERAUX



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

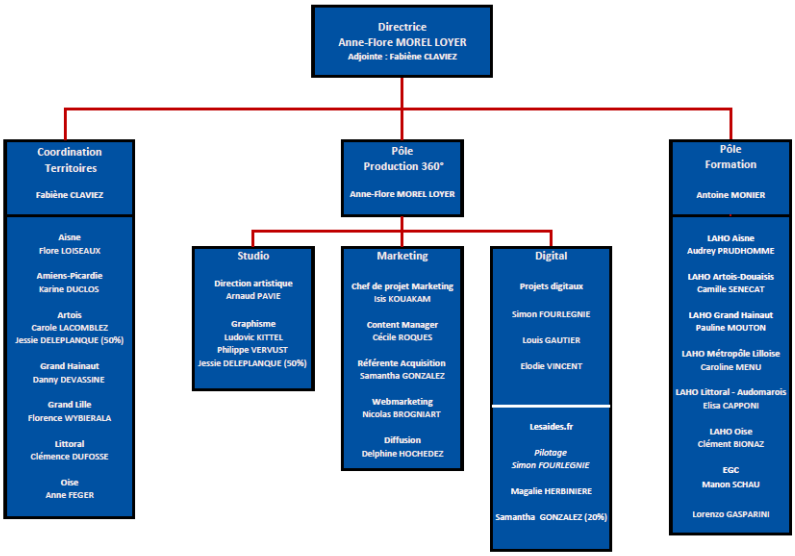
DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION



ORGANIGRAMME - MAI 2026

CCI HAUTS-DE-FRANCE

DIRECTION DE LA COMMUNICATION & DU MARKETING



ANNEXE 2

Charte de l'égalité professionnelle CCI Hauts-de-France

Cette charte a été élaborée conjointement par l'employeur et le Comité Social et Economique d'Etablissement CCIR Hauts-de-France hors SIC distincts.

Nous nous engageons fermement à promouvoir l'égalité professionnelle et à lutter contre toutes les formes de discrimination pour l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs.

Nous reconnaissons que les inégalités peuvent se manifester sous diverses formes, qu'elles soient liées au genre, à l'âge, à l'origine ethnique, à l'orientation sexuelle, à la religion, au handicap, ou à tout autre motif de discrimination prohibé par la loi.

Conscients de ces enjeux, nous mettons tout en œuvre pour créer un environnement de travail inclusif et équitable, où chaque individu est respecté et a les mêmes opportunités de développement et de réussite.

Notre engagement se traduit par des actions concrètes visant à prévenir et à éliminer toute forme de discrimination, assurant ainsi un cadre professionnel juste et harmonieux pour tous :

- favoriser l'égalité d'accès aux fonctions et aux responsabilités ;
- garantir un accès équitable aux opportunités d'évolution ;
- assurer l'égalité d'accès à la formation ;
- garantir un même niveau de rémunération à compétences et expérience égales ;
- améliorer les conditions de travail ;
- permettre un meilleur équilibre des temps de vie.

A. Garantir l'égalité professionnelle

1. Via l'Index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Rappel : l'index de l'égalité professionnelle est composé de 5 indicateurs

- l'écart de rémunération femmes-hommes
- l'écart de répartition des augmentations individuelles
- l'écart de répartition des promotions
- le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité
- la parité parmi les 10 plus hautes rémunérations

Le calcul de cet index, sur la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, donne un résultat de 76/100 (75/100 en 2024), lequel est supérieur au seuil légal de 75/100, endeçà duquel les entreprises sont tenues d'engager des actions visant à corriger l'écart excessif de rémunération entre les femmes et les hommes.

L'Index est publié et accessible sur le site institutionnel de la CCI Hauts-de-France : hautsdefrance.cci.fr/cci-hauts-de-france/fonctionnement

EFFECTIF AU 31/12/2025
PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET PAR SEXE
(HORS SIC DISTINCTS)

	EMPLOYES		AGENTS DE MAITRISE		CADRES		TOTAL	
	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total
FEMMES	30	3,2%	358	37,9%	235	24,9%	623	66,0%
HOMMES	17	1,8%	129	13,7%	175	18,5%	321	34,0%
TOTAL	47	5,0%	487	51,6%	410	43,4%	944	100,0%

EFFECTIF D'ENCADREMENT AU 31/12/2025
PAR EMPLOI ET PAR SEXE
(HORS SIC DISTINCTS)

	MANAGER I		MANAGER II		DIRECTEUR		TOTAL	
	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total	Effectif	% de l'effectif total
FEMMES	19	15,7%	30	24,8%	13	10,7%	62	51,2%
HOMMES	14	11,6%	27	22,3%	18	14,9%	59	48,8%
TOTAL	33	27,3%	57	47,1%	31	25,6%	121	100,0%

REPARTITION DES CADRES DE DIRECTION AU 31/12/2025
CCIL/R - CENTRES DE FORMATION - DIRECTIONS REGIONALISEES/SUPPORT
(HORS SIC DISTINCTS)

	Effectif	% de l'effectif total
FEMMES	13	44,8%
HOMMES	16	55,2%
TOTAL	29	100,0%

2. Via l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés

Rappel : L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) est un dispositif qui incite les employeurs privés et publics, de 20 salariés et plus, à embaucher des travailleurs handicapés, à hauteur de 6 % du total de leurs salariés.

Au sein de la CCI Hauts-de-France, on observe une progression constante depuis 2021 quant à la mise en œuvre de cette obligation, comme en atteste les chi res suivants :

	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	19	21	29	36	39
Taux d'emploi direct (seuil obligation : 6%)	1,98%	2,13%	2,92%	3,66%	4,09%

Il est à noter qu'une campagne de sensibilisation sur le Handicap sera réalisée en 2026, et rééditée ensuite à périodicité régulière.

Ces données traduisent l'engagement de la CCI Hauts-de-France à faire progresser durablement l'égalité au sein de son organisation.

B. Les différents axes de travail

1. Recrutement

En matière de recrutement, nous avons mis en place des mesures qui montrent une volonté claire d'assurer un processus équitable. La standardisation des entretiens, l'ouverture des postes en interne et en externe, ainsi que l'évaluation basée sur les compétences sont des actions positives pour favoriser la diversité et l'inclusion.

Axe de progrès : poursuivre la sensibilisation des managers sur les bonnes pratiques lors des entretiens pour se prémunir de toute discrimination involontaire, notamment en ce qui concerne la situation de famille des candidats.

2. Formation et qualification professionnelle

La formation et la qualification sont des enjeux essentiels pour assurer l'égalité des chances. Nous garantissons à tous un accès égal à la formation continue tout au long du parcours professionnel. Chaque demande de formation est étudiée avec bienveillance pour apporter une réponse adaptée dans les meilleurs délais.

L'objectif est d'assurer une égalité de traitement sans aucune discrimination.

COLLABORATEURS FORMES EN 2025
PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET PAR SEXE

	EMPLOYES		AGENTS DE MAITRISE		CADRES		TOTAL	
	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation
FEMMES	10	33,3%	234	65,4%	184	78,3%	428	68,7%
HOMMES	13	76,5%	104	80,6%	133	76,0%	250	77,9%
TOTAL	23	48,9%	338	69,4%	317	77,3%	678	71,8%

COLLABORATEURS FORMES EN 2025
PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET PAR TYPE DE CONTRAT

	EMPLOYES		AGENTS DE MAITRISE		CADRES		TOTAL	
	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation	Effectif formé	Taux de formation
STATUTAIRE	5	26,3%	125	63,5%	160	76,9%	290	68,4%
DROIT PRIVE	18	64,3%	213	73,4%	157	77,7%	388	74,6%
TOTAL	23	48,9%	338	69,4%	317	77,3%	678	71,8%

3. Promotion interne

Nous favorisons l'ascension professionnelle de toutes et tous. L'analyse systématique des entretiens professionnels et l'étude confidentielle des demandes de promotion et de mobilité, démontrent un engagement à garantir l'égalité des chances pour tous les profils.

Nous publions les postes vacants sur le portail intranet de la CCI Hauts-de-France et nous privilégions autant que possible les évolutions internes au recrutement extérieur.

A titre d'exemple, en 2025, 4 collaboratrices et 4 collaborateurs ont été promus sur des fonctions de pilotage d'activité contre 1 seul recrutement externe sur ce type de poste.

Axe de progrès : travailler davantage avec les managers sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) pour favoriser l'évolution des collaborateurs.

4. Rémunération

Nous sommes soucieux de réduire les inégalités de rémunération notamment lors de la déclinaison locale des dispositions négociées au niveau national dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO).

Une attention particulière est apportée pour assurer une répartition équitable des augmentations individuelles tant entre femmes et hommes, que parmi les catégories et niveaux d'emploi.

L'évolution de la rémunération est basée sur des critères objectifs fondés sur les résultats et l'implication de chacun, et non appliquée de manière subjective.

On notera en particulier que les congés parentaux et assimilés (maternité, paternité, adoption, parental…) n'ont pas d'impact défavorable sur l'évolution salariale.

5. Conditions de travail / Santé et Sécurité au Travail

Au travers de la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT), des visites sécurité sont régulièrement réalisées afin d'identifier les éventuels problèmes et d'améliorer au quotidien les conditions de travail.

Des échanges suivis et constructifs avec la médecine du travail permettent de faire évoluer les environnements de travail, une attention particulière étant portée à la santé et au bien-être au travail.

Des référents « Harcèlement » ont été désignés tant du côté « employeur », que du côté « collaborateurs », afin de préserver un climat serein, favoriser le dialogue et résoudre les agissements nuisibles en cas d'atteinte au droit et à la dignité d'une collaboratrice ou d'un collaborateur. Leurs noms et contacts sont accessibles sur le portail intranet de la CCI Hauts-deFrance et sur l'a ichage obligatoire présent sur l'ensemble des sites.

Les représentants de proximité, les membres du Comité Social et Economique, et les collaborateurs de la Direction des Ressources Humaines ont été formés en 2025/2026 pour mieux appréhender et agir face aux risques psycho-sociaux. Les membres des instances représentatives du personnel nouvellement élus ou désignés seront également formés après chaque élection ou désignation.

Des formations à destination des managers s'agissant de la prévention des risques psychosociaux sont réalisées et actualisées régulièrement.

6. Articulation entre vie professionnelle et vie privée

Dans le cadre de l'Entretien Annuel d'Évaluation et de Développement (EAED), chaque collaborateur doit échanger avec son manager sur la manière d'équilibrer sa vie professionnelle et sa vie personnelle.

- Équilibre des temps de vie : Nous nous engageons à limiter les horaires atypiques, notamment lors de l'organisation des réunions, en veillant à éviter les horaires trop matinaux ou tardifs.
- Droit à la déconnexion : Il n'est pas obligatoire de lire ses e-mails ni de répondre à des sollicitations en dehors des horaires de travail habituels ou durant les jours de repos. En raison de l'interconnexion croissante entre vie professionnelle et personnelle, l'organisation mise en place doit garantir le respect de la vie privée, notamment des télétravailleurs. Ainsi, l'employeur s'engage à ne pas demander de réponse à des sollicitations à des heures trop matinales ou trop tardives, sauf en cas de contrainte de service urgente ou d'astreinte.
- Demande de passage à temps partiel : Toute demande de passage à temps partiel est étudiée en concertation avec le manager et la Direction des Ressources Humaines. Cela concerne, entre autres, les demandes liées à une retraite progressive, à un congé parental, ou encore à des raisons personnelles dont notamment les situations d'aidant familial ou d'aménagement thérapeutique.
- Télétravail : Le télétravail, mis en place depuis plusieurs années, au travers notamment d'un accord régional décliné d'un accord national, o re une grande flexibilité, facilitant la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle.
- Communication : Une campagne de communication a été lancée pour sensibiliser aux enjeux liés au rôle de proche aidant.

Axe de progrès : harmoniser davantage les pratiques managériales concernant l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle, et ce, pour l'ensemble de nos établissements.

La CCI Hauts-de-France réaffirme son engagement en faveur d'une égalité professionnelle pérenne.

Cet engagement repose sur des actions concrètes et l'implication de tous. Chacun est acteur de cette dynamique collective.

L'égalité est un levier essentiel de performance, d'attractivité et de cohésion.

Lille, le …….. mai 2026

ANNEXE 3

CSEE
CCI HdF

EXPERIAL
CONSEIL

Comptes Annuels

01/01/2025 au 31/12/2025



CE CSE CCI HAUTS DE FRANCE

299 BOULEVARD DE LEEDS

59777 LILLE

Attestation

Conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 12 mars 2024, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise **CE CSE CCI HAUTS DE FRANCE** relatifs à l'exercice du **01/01/2025** au **31/12/2025**, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	**377 280**	euros
Chiffre d'affaires :	**171 089**	euros
Résultat net comptable :	**-25 816**	euros

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Fait à BOULOGNE SUR MER CEDEX
Le 20/05/2026

Signature de l'Expert Comptable

Jean-Christophe MAILLARD



Comptes annuels

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	31/12/2025 12 mois	31/12/2024 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	171 089		171 089	149 845
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)				
	Montant net du chiffre d'affaires	171 089		171 089	149 845
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions				
	Reprises sur amortissements, dépréciations et pr				
	Produits des cessions d'immobilisations incorpore				
	Autres produits			382 113	380 673
	Total des produits d'exploitation			553 202	530 518

CHARGES D'EXPLOITATION		354 125	274 581
	Achats de marchandises Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stocks	227 859	187 000
	Autres achats et charges externes (1)		
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires		
	Cotisations sociales		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
	Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
	Dotations aux provisions		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	217	
	Total des charges d'exploitation	582 200	461 582
RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 998)	68 936
(1) Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier			

Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 998)	68 936
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		

PRODUITS FINANCIERS	De participation (2) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (2) Autres intérêts et produits assimilés (2) Reprises sur dépréciations et provisions Différences positives de change Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie Produits des cessions d'immobilisations financières	4 034	8 847
	Total des produits financiers	4 034	8 847
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (3) Différences négatives de change Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières		
	RESULTAT FINANCIER	4 034	8 847
	RESULTAT COURANT avant impôts	(24 964)	77 783
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
	RESULTAT EXCEPTIONNEL		
	Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices	852	2 222
	Total des produits Total des charges	557 236 583 052	539 365 463 804
	RESULTAT DE L'EXERCICE	(25 816)	75 561
(2) (3)	dont produits concernant les entitées liées dont intérêts concernant les entitées liées		

Détail du Compte de Résultat

01/01/2025 12 31/12/2025 mois	01/01/202 31/12/2

Total des produits d'exploitation		553 202	323,34
Ventes de marchandises		171 089	100,00
Ventes de marchandises FRANCE		171 089	100,00
707001	VENTE CHEQUES VACANCES	61 870	36,16
707004	SORTIE BRUXELLES		
707005	SORTIE DISNEY	2 630	1,54
707006	VOYAGE THAÏLANDE		
707007	SORTIE MOGADOR - LE ROI LION		
707008	VOYAGE NEW YORK	67 559	39,49
707009	SORTIE ALSACE		
707010	SORTIE ONL		
707011	SPECTACLE IRISH CELTIC	800	0,47
707012	SORTIE SALON DE L'AGRICULTURE	494	0,29
707013	SORTIE LONDRES + STUDIO HARRY POTTER	16 372	9,57
707015	VOYAGE ZANZIBAR	16 950	9,91
707016	SORTIE PAIRI DAIZA	3 130	1,83
707017	SPECTACLE CHARLIE ET LA CHOCOLATERIE	1 285	0,75
Production vendue Biens			
Production vendue Services + Travaux			
Montant net du chiffre d'affaires		171 089	100,00
Autres produits d'exploitation		382 113	223,34
756010	PARTICIPATION CCI FONCTIONNEMENT	80 544	47,08
756020	PARTICIPATION CCI ASC	301 553	176,25
758000	PRODUITS DIVERS GEST. COURANTE	16	0,01
758001	PRISE EN CHARGE CCI FONCTIONNEMENT		
Total des charges d'exploitation		582 200	340,29
Achats de marchandises		354 125	206,98
607001	ACHATS ANCV	160 000	93,52
607004	ACHATS SORTIE BRUXELLES	18 318	10,71
607005	ACHATS SORTIE DISNEY EN CONCERT	6 576	3,84
607006	ACHATS VOYAGE THAÏLANDE		
607007	ACHATS SORTIE MOGADOR - LE ROI LION		
607008	ACHATS VOYAGE NEW YORK	74 691	43,66
607009	ACHATS SORTIE ALSACE		
607010	ACHATS CONCERT ONL		
607011	ACHATS SPECTACLE IRISH CELTIC	1 599	0,93
607012	ACHATS SORTIE SALON DE L'AGRICULTURE	4 165	2,43

607013	ACHATS WEEK-END LONDRES + HARRY POTTER	33 145	19,37
607015	ACHATS VOYAGE ZANZIBAR	17 380	10,16
607016	ACHATS SORTIE PAIRI DAIZA	17 619	10,30
607017	ACHATS SPECTACLE CHARLIE ET CHOCO	20 451	11,95
607019	ACHATS SORTIE SALON DU BOURGET	182	0,11
Autres achats et charges externes		227 859	133,18
606810	CADEAUX NAISSANCE, MARIAGE, PACS ...	1 950	1,14
606820	NOEL SALARIES	171 720	100,37

Détail du Compte de Résultat

		01/01/2025 12 31/12/2025 mois		01/01/202 31/12/2
606830	OFFERT SALARIES	3 997	2,34	
606840	PASS SPORT ET CULTURE	6 053	3,54	
611000	SOUS-TRAITANCE GENERALE			
613510	LOCATION LOGICIEL CANVA	110	0,06	
618100	DOCUMENTATION GENERALE	15 114	8,83	
618500	FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES			
622102	COMMISSIONS ANCV FONCTIONNEMENT	8 188	4,79	
622600	HONORAIRES COMPTABLES	3 802	2,22	
622610	HONORAIRES AUTRES	2 970	1,74	
625100	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	447	0,26	
625700	RECEPTIONS	459	0,27	
626200	OVH NOM DE DOMAINE	210	0,12	
626300	ADHESION SITE DREAMSERVICES	11 400	6,66	
627000	FRAIS BANCAIRES	1 010	0,59	
627500	COMMISSIONS STRIPE	289	0,17	
627600	FRAIS CADHOC	141	0,08	

Autres charges		217	0,13
658000	CHARGES DE GESTION COURANTES	217	0,13

Résultat d'exploitation	(28 998)	-16,95

Total des produits financiers	4 034	2,36

Autres intérêts et produits assimilés		4 034	2,36
768000	INTERETS COMPTES A TERME	4 034	2,36
Total des charges financières			
Résultat financier		4 034	2,36
Résultat courant avant impôts		(24 964)	-14,59
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices		852	0,50
695000	IMPOTS SUR LES BENEFICES	852	0,50
Résultat de l'exercice		(25 816)	-15,09

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2)	dont créances à moins d'un an	208	895

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Règlement ANC 2022-06				
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE					
	Frais d'établissement (II)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations tech.,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations	15		15	15
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	Total de l'actif immobilisé (III)	15		15	15

ACTIF CIRCULANT					
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	9 038		9 038	6 994
	Autres créances	91 170		91 170	32 901
	Charges constatées d'avance				
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres	150 000		150 000	250 000
	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	127 057		127 057	111 774
	Total de l'actif circulant (IV)	377 265		377 265	401 669
COMPTES DE GULARISATION					
	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
R	TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I à VII)	377 280		377 280	401 684

Bilan Passif

		31/12/2025	31/12/2024
	Règlement ANC 2022-06		
Capitaux Propres	Capital social ou individuel		
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ... Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	136 524	76 738
	Réserves statutaires ou contractuelles	192 073	176 297
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice		
	Subventions d'investissement	(25 816)	75 561
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	302 781	328 597

Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 050	24 757
	Dettes fiscales et sociales	852	2 599
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	45	
	Produits constatés d'avance (1)	68 552	45 731
	Total des dettes	74 499	73 087
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	377 280	401 684
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(25 815,98)	75 561,44
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	74 499	73 087
	(2) Dont emprunts participatifs		

Détail de l'Actif

	01/01/2025 12 31/12/2025 mois	01/01/202 31/12/2
Capital souscrit non appelé		

TOTAL II – Frais d'établissement NET			
TOTAL III - Actif Immobilisé NET			15
Autres titres immobilisés			15
271000	TITRES IMMO - DROIT PROPRIETE		15
TOTAL IV - Actif Circulant NET			377 265 100,00
Autres créances		9 038	2,40
409800	FRSS - R.R.R A OBTENIR		
448700	PRODUITS A RECEVOIR		
467700	PRODUITS A RECEVOIR	9 038	2,40
Charges constatées d'avance		91 170	24,17
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	91 170	24,17
Valeurs mobilières de placement		150 000	39,76
508100	COMPTES A TERME	150 000	39,76
Disponibilités		127 057	33,68
512100	CM OEUVRES SOCIALES	33 608	8,91
512200	CM FONCTIONNEMENT	89 468	23,71
518800	INTERETS COURUS A RECEVOIR	3 982	1,06
TOTAL DU BILAN ACTIF		377 280	100,00

Détail du Passif

01/01/2025 31/12/2025	12 mois	01/01/2024 31/12/2024	12 mois	Variations	%

TOTAL I - Capitaux propres		302 781	80,25	328 597	81,80	(25 816)	-7,86
Réserve légale		136 524	36,19	76 738	19,10	59 785	77,91
106100	RESERVES FONCTIONNEMENT	136 524	36,19	76 738	19,10	59 785	77,91
Réserves statutaires ou contractuelles		192 073	50,91	176 297	43,89	15 776	8,95
106200	RESERVES ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES	192 073	50,91	176 297	43,89	15 776	8,95
Résultat de l'exercice		(25 816)	-6,84	75 561	18,81	(101 377)	-134,17
TOTAL II - Autres fonds propres							
TOTAL III - Total des Provisions							
TOTAL IV - Total des dettes		74 499	19,75	73 087	18,20	1 412	1,93
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 050	1,34	24 757	6,16	(19 707)	-79,60
408100	FOURNISS. FACT. NON PARVENUES	5 050	1,34	24 757	6,16	(19 707)	-79,60
Dettes fiscales et sociales		852	0,23	2 599	0,65	(1 747)	-67,22
444000	ETAT - IMPOTS SUR BENEFICES	852	0,23	2 599	0,65	(1 747)	-67,22
Autres dettes		45	0,01			45	
468600	CHARGES A PAYER	45	0,01			45	
Produits constatés d'avance		68 552	18,17	45 731	11,38	22 821	49,90
487000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	68 552	18,17	45 731	11,38	22 821	49,90
TOTAL DU BILAN PASSIF		377 280	100,00	401 684	100,00	(24 404)	-6,08

Annexes

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Préambule :

Le bilan de l'exercice présente un total de **377 280** euros**.**

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **557 236** euros et un total **charges** de **583 052** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **-25 816** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025.** Il a une durée de **12** mois.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :
Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables :

- Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Règlementation Comptable.
Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Règles et Méthodes Comptables

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	9 038	9 038	
		91 170	91 170	
	TOTAL DES CREANCES	100 208	100 208	

Prêts accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans

DETTES					
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	5 050	5 050		
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices	852	852		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	45	45		
		68 552	68 552		
	TOTAL DES DETTES	74 499	74 499		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts dettes associés (personnes physiques)	

ANNEXE 4

Bilan des activités ASC

Année 2025

Salon de l'Agriculture (Mars 2025)



68 participants (dont extérieurs)

Trajet en bus + petit-dejeuner + entrée au salon :

* 6 € / collaborateur
* Gratuit pour les – 6 ans
* 20 € / extérieurs

A la charge des collaborateurs : 494 €
Factures payées par le CSEE : 4 164,50€
Abondement du CSEE : 3 670,50 €



Week-end à Londres (8-9 mars 2025)



101 participants

Trajet en bus/shuttle + repas du soir + 1 nuit (petit dejeuner)

En option : Studio Harry Potter (25 €)

* 152.50 € / collaborateur adulte
* 132.50 € / enfants
* 305 € / Extérieurs





A la charge des collaborateurs : 16 372 €
Factures payees par le CSEE : 33 145 €
Abondement du CSEE 50 % : 16 800 €



Voyage à New York

(en mars et avril)



16 familles

6 jours – 4 nuits (en petit dejeuner)

* 1 475 € / collaborateur adulte en mars
* 1 555 € / collaborateurs adultes en avril





A la charge des collaborateurs : 67 559 €
Factures payees par le CSEE : 74 691 €
Abondement du CSEE 50 % : 7 132 €

Concert Irish Celtic (avril 2025)

Beauvais / Valenciennes / Lievin



39 participants

*** 20,50 € / collaborateur (abondement de 50 %)**





A la charge des collaborateurs : 799.50 €
Factures payées par le CSEE : 1 599 €
Abondement du CSEE 50 % : 799.50 €

Salon du Bourget (Juin 2025)



12 participants (4 familles)

Achat des entrées au salon (et parking) en direct par les collaborateurs

Remboursement de 50 % des dépenses



A la charge des collaborateurs : 363 €
Factures payees par le CSEE : 0 €
Abondement du CSEE : 181,50 €

PAIRI DAIZA (Octobre 2025)



306 participants présents

Trajet en bus + entrées au parc

*** 10 € / collaborateur (adulte et enfant)**



A la charge des collaborateurs : 3 130 €

Factures payees par le CSEE : 17 619 €

Abondement du CSEE : 14 489 €

Voyage à Zanzibar(Novembre 2025)



10 participants

Au Club Jumbo Reef Hôtel & Beach Resort 4 **

8 jours 7 nuits

en pension complète





A la charge des collaborateurs : 16 993 €
Factures payees par le CSEE : 17 380 €
Abondement du CSEE : 387 €

CONCERT DISNEY (Novembre 2025)



111 participants

Abondement à hauteur de 60 %

du prix des places

(Moyenne 21 € / pers)



A la charge des collaborateurs : 2 630,40 €
Factures payees par le CSEE : 6 576 €
Abondement du CSEE : 3 945,60 €

CHARLIE ET LA CHOCOLATERIE

(Décembre 2025)

193 Places

Trajet en bus + entrées au spectacle et cocktail et gôuter et animation adultes et enfants

*** 10 € / collaborateur (adulte)**

*** Gratuit pour les enfants jusqu'à 16 ans**





A la charge des collaborateurs : 1 285 €

Factures payees par le CSEE : 20 250,54 €

Abondement du CSEE 93 % : 18 965,54 €

Evénements familiaux







- **PACS/ Mariages : 12** (19 en 2024 – 9 en 2025)
- **Naissances : 19** (10 en 2024 – 14 en (2025)
- **Retraites : 8** (1 en 2024 – 5 en 2025)

39 évènements x 50 € = 1 950 € de participation du CSEE

Pass sport – Pass culture (24/25)

Justificatifs pris en compte du 1er septembre 2024 au 31 août 2025

(date limite de dépôt des documents : le 15 septembre 2025)

Montant du remboursement : 50 % de la dépense (30 € max / pers)

- **140 Demandes pour le Pass-sport** (101 demandes en 2024)
- **73 Demandes pour le Pass culture** (37 demandes en 2024)

Participation du CSEE : 6 053 €





CHEQUES VACANCES valeur 250 € en 2025

avec une participation des salariés identique à 2024
(selon salaires, partiticpation de 80 € - 90 € - 100 € - 110 €)

Pré-inscritions jusqu'au 2 mars 2025

En Mars : Information des tranches salariales à chaque collaborateur

672 Salariés bénéficiaires (+ 61 salariés par rapport à 2024)

Budget global : 168 188
Participation du CSEE : 106 318 €

CARTES CADEAUX NOEL 2025



Valeur de la carte Cadeau de Noël pour 2025 : 180 €

(valeur de la carte en 2024 : 150 €)

Nombre de bénéfiaires : 954 collaborateurs

Participation du CSEE : 171 861 €



Ventes privilèges sans abondement du CSEE



Vin : 38 collaborateurs en ont bénéficié lors des 2 ventes organisées en 2025



Chocolats JDB : 39 collaborateurs en ont bénéficié lors des 2 ventes annuelles



Parfums : 84 collaborateurs en ont bénéficié lors des 3 ventes annuelles

Foie gras : 15 collaborateurs en ont bénéficié lors de la 1ère vente annuelle

Saumon : 15 collaborateurs en ont bénéficié lors de 1ère vente annuelle

Partenariats sans abondement du CSEE

Codes permettant de bénéficier de réductions :

Totémia : Colonie de vacances (code TOTCCIX5)



Thalazur : Thalassothérapie (code : CETHAL2862)

Croisiland : Croisières (jusqu'à 10 % de réduction) (code : CCI2024)



Autres partenariats

Odalys : Location de vacances (abondement de 100 € pour les séjours)

Tout Apprendre : Bibliothèque digitale (jusqu'à fin août 2026)

BILAN DE MANDATURE CSSCT (2022–2026)

Établissement : CCI Hauts de France | Période : Juillet 2022 – Juillet 2026
Date de présentation : Mai 2026

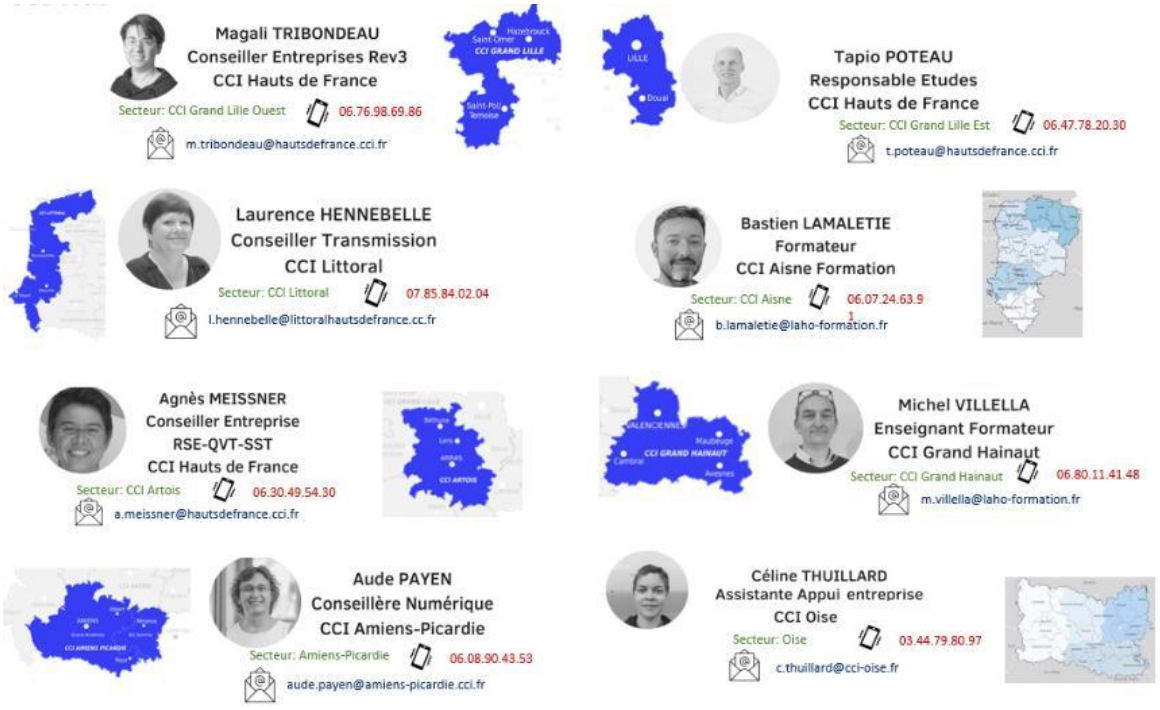
Introduction & Cadre Général

La présente note a pour objet de dresser le bilan exhaustif de la mandature de la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) du CSE de l'établissement CCI Hauts de France. Ce document vise à évaluer les actions menées, capitaliser sur les bonnes pratiques, identifier les axes d'amélioration et assurer une transmission optimale des dossiers à la future instance pour renforcer durablement la prévention des risques professionnels.

Composition de la Commission

La commission a été animée conjointement par les représentants de la direction et les membres élus, garantissant une approche paritaire des sujets de santé au travail.

- **Présidence :** Agnès MEISSNER
- **Représentants de la Direction :** François COTHENET, François LIPKIEWICZ, Nathalie VASSEL, Laure VANELSTRAETE.
- **Membres Élus du CSE (Référents Territoriaux) :**



- **Experts Associés et Invités :** Dr MAYER (Médecin du travail), Patrice ARNOUX (Inspecteur Hygiène et Sécurité), ainsi que les représentants de la DREETS (Inspection du travail) et de la CARSAT Hauts de France.

Rôle, Fonctionnement et Méthodologie

Missions de la Commission

Par délégation du CSE, la CSSCT assure la protection de la santé physique et mentale des salariés, veille à leur sécurité et contribue activement à l'amélioration de leurs conditions de travail. Ses prérogatives clés incluent l'analyse des risques professionnels, la proposition d'aménagements de poste (notamment pour le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap) et l'impulsion d'actions de prévention contre les Risques Psychosociaux (RPS).

Activité institutionnelle

- **Instances :** La commission s'est réunie à **12 reprises** au cours de la mandature.
- **Assiduité :** Un excellent taux de présence de **88 %** a été enregistré, témoignant de l'engagement fort de ses membres.
- **Processus :** Les séances ont été préparées sur l'envoi d'ordres du jour par l'employeur. Les comptes-rendus, rédigés à l'issue de chaque réunion, ont été systématiquement validés par la DRH avant d'être mis à la disposition du CSE via l'espace partagé Teams dédié.

Outillage et Environnement de Travail

La commission a structuré son action grâce à la mise en place d'outils de suivi standardisés :

- **Pilotage interne :** Utilisation de trames types pour les comptes-rendus de réunions, les bilans de Visites de Conditions de Vie au Travail (VCQ) et les synthèses des réunions avec les Représentants de Proximité (Rpx).
- **Outils partagés :** Déploiement en 2025 d'un environnement Teams commun (CSSCT / CSE / CCIR HDF) intégrant un tableau simplifié de déclaration et une trame d'analyse des Accidents du Travail (AT).
- **Expertises :** Recours ponctuel à une sophrologue pour l'animation d'ateliers bien-être. Le cabinet Alterhego pour l'audit du CFA de Nogent. Le cabinet Sextant, bien que disponible contractuellement, n'a pas été sollicité sur cette mandature.
- **Note de vigilance :** La Base de Données Économiques, Sociales et Environnementales (BDESE) existe mais demeure non efficiente pour les travaux de la commission.

Bilan Opérationnel des Actions Menées

Prévention des Risques et Audits Terrain

La CSSCT a participé activement au suivi des versions successives du Document Unique (DUERP 2023-2024-2025) et s'est investie dans des groupes de travail stratégiques (Équipements de Protection Individuelle - EPI, et PAPRIPACT).

Deux audits d'envergure ont été menés à la demande expresse du CSE :

1. **Audit Laho (Arras - Artois - Douaisis) :** Mobilisation de 2 membres de la commission pour un volume global de **80 heures** de travail (préparation, entretiens individuels, rédaction du rapport et restitution en séance le 5 février 2024).
2. **Audit CFA de Nogent-sur-Oise :** Mission confiée au cabinet *Alterhego* à la suite d'alertes, visant à évaluer la souffrance au travail et à proposer un plan d'action pour restaurer un climat serein. Restitution effectuée en CSE le 15 septembre 2023.

Santé, Conditions de Travail et Médiations

- **Gestion des alertes RPS :** Deux signalements formels pour Risques Psychosociaux ont été traités en 2023.
- **Médiations individuelles et collectives :** La CSSCT s'est imposée comme un tiers de confiance incontournable en réalisant **40 interventions de médiation**. Ces actions ont permis d'accompagner des collaborateurs en grande difficulté ou de dénouer des conflits relationnels (pairs ou management), par téléphone, visio ou sur site.
- **Montée en compétences :** Co-organisation avec la DRH d'une formation dédiée à la santé mentale, partagée entre la direction et les élus.

Aménagement des Postes et Ergonomie

Lors des visites terrain, la commission a assuré un rôle de conseil direct auprès des équipes :

- Formulation de recommandations d’ajustements posturaux et d'organisation des espaces de travail bureautiques.
- Préconisations de renouvellement du matériel d’ergonomie.
- **Focus projet :** Intervention de 2 membres sur le volet ergonomique de l'installation de la DSI au Boulevard de Leeds.

Sécurité, Visites de Sites et Inspections

La commission a maintenu un rythme d'inspections terrain extrêmement soutenu sur l'ensemble du parc de la CCI et de LAHO, totalisant

42 visites menées sur la mandature

:

Exercice Annuel	Nombre de Visites de Sécurité
Exercice 2023-2024	13 visites
Exercice 2024-2025	16 visites
Exercice 2025-2026	13 visites

Méthodologie : Toutes les visites ont fait l'objet d'une programmation préalable avec information des responsables de sites. Chaque inspection a donné lieu à un compte-rendu officiel intégrant des préconisations de sécurité.

Accidents du travail : Si la commission dispose d'un accès aux déclarations d'AT de l'employeur depuis septembre 2025, aucun accident ou événement grave n'a nécessité le déclenchement d'une enquête ou d'une analyse formelle approfondie par la commission sur la période.

Communication et Animations

- **Newsletters thématiques :** Rôle de l'instance, ergonomie sur écran, prévention routière, sensibilisation au don d'organes et édition d'une charte sur « Les 10 règles d'or de l'Open Space ».
- **Événements de sensibilisation :** Organisation d'un atelier collectif de sophrologie (40 participants). Opérations solidaires et de santé publique via la distribution de tote bags pour Octobre Rose et de gants pour Movember.

Avis, Consultations et Évaluation Globale

Avis rendus au CSE

La CSSCT a instruit et transmis ses préconisations au CSE sur deux dossiers majeurs :

- **Projet de réorganisation de la DSI :** La commission a constaté que l'organisation finale mise en place s'avérait adaptée aux impératifs de fonctionnement du service.
- **Dossier Éclairage (Boulevard de Leeds) :** Les retours d'expérience terrain des collaborateurs restent mitigés, nécessitant un point de vigilance continu.

Analyse de fin de mandat (Forces / Faiblesses)

Points Positifs (Capitalisation)

- **Dialogue constructif :** Les échanges au sein de la commission se sont déroulés dans un climat cordial, transparent et empreint de respect mutuel.
- **Ancrage des fondamentaux :** Cette première mandature a permis de structurer et de stabiliser les bases incontournables du dialogue SST (suivi réglementaire du DUERP, intégration du PAPRIPACT, visibilité sur les accidents).
- **Légitimité de l'instance :** Au fil des mois, la CSSCT a été pleinement identifiée par les équipes comme une cellule d'écoute active, de recours et d'action.

Points Négatifs (Dysfonctionnements constatés)

- **Absence de boucle de rétroaction (Feedback) :** La commission déplore un manque systémique de retours de la part de la direction. À ce jour, peu de retours formels concernant :
- L'application des actions demandées à la suite des visites de sécurité..
- Les mesures correctives ou correctrices mises en œuvre après la survenue d'un accident du travail.
- **Limite de contrôle :** En l'état actuel des processus, la CSSCT n'a aucun moyen de vérifier l'application concrète de ses propres recommandations sur les sites, cette responsabilité incombant exclusivement aux responsables locaux.

Perspectives et Axes d'Amélioration (Feuille de route 2026-2030)

Pour pallier les manques identifiés et accroître l'efficience de la prochaine mandature, la commission suggère les axes de travail suivants :

- **1. Gouvernance et Communication interne :** Optimiser l'articulation et les flux d'information entre la CSSCT et les Représentants de Proximité (Rpx) pour une meilleure remontée du terrain.
- **2. Proximité :** Renforcer la présence physique des élus sur les différents sites en dehors des seules fenêtres de visites réglementaires.
- **3. Visibilité :** Assurer la promotion active de la boîte mail dédiée CSSCT, notamment via son intégration systématique dans les livrets d'accueil et lors des parcours d'intégration des nouveaux embauchés.
- **4. Process :** Sanctuariser un protocole clair et automatique de déclenchement d'analyse/enquête conjointe après chaque accident du travail.

- **5. Outils de Pilotage (Priorité Haute) :** Mettre en place un tableau de bord partagé et dynamique de suivi des actions CSSCT pour garantir la traçabilité des réponses de la direction. Créer un registre de suivi rigoureux des interventions, médiations et signalements préservant l'anonymat mais mesurant la charge.
- **6. Livrable Salariés :** Éditer et diffuser un guide pratique d'ergonomie et de réglage des postes de travail à destination de l'ensemble des collaborateurs.